

CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2699 - MERCREDI 31 AOÛT 2016

## SANTÉ PUBLIQUE

Suspension annoncée des  
cabinets médicaux illégaux

Jacqueline Lydia Mikolo et Hugues Nguélondé

Tenant compte du non-respect des normes et critères d'exercice par certains cabinets médicaux privés sur l'ensemble du pays où 90% de ces structures œuvrent dans l'illégalité, une circulaire du ministère de la Santé a instruit la fermeture de ces offi-

cines privées.

La mesure de fermeture de ces cabinets, a précisé la ministre de la Santé, Jacqueline Lydia Mikolo, s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'exercice illégal des professions de santé et la mise en danger de la

santé d'autrui. Une plate-forme intersectorielle a été mise en place avec d'autres organes de contrôle de l'État ; elle est coordonnée à Brazzaville par le maire, Hugues Nguélondé.

Page 5

## COLLECTIVITÉS LOCALES

Les conseils départementaux  
inquiets pour la session  
de septembre

Les présidents des Conseils départementaux du Congo

Après avoir raté l'échéance du mois de mai dernier, les conseils départementaux du Congo se sont montrés inquiets quant à la tenue de la session du mois de septembre. Au terme de sa réunion d'hier à Brazzaville, l'Association des départements du Congo a annoncé que ces entités décentralisées cumulent présentement quatre mois de retard dans le versement de la subvention allouée par l'État. « Nous en avons appelé à l'attention du gouvernement afin de nous permettre de résoudre en urgence certains problèmes. Il s'agit, entre autres, du paiement des salaires du personnel, du fonctionnement des collectivités ainsi que des descentes des conseillers auprès de leurs bases », a précisé le président de cette association, Richard Eyni. Page 2

## PARTENARIAT

La Fondation perspectives  
d'avenir appuie le  
développement de  
l'enseignement supérieur

Bruno Jean Richard Itoua et Denis Christel Sassou N'Gusso lors de la signature de l'accord

La Fondation perspectives d'avenir (FPA) et le ministère de l'Enseignement supérieur ont signé, le 29 août, un accord de partenariat visant l'amélioration de l'enseignement supérieur, notamment par l'intégration des Technologies de l'information et de la communication, le renforcement qualita-

tif et quantitatif des infrastructures et la promotion de la performance.

Le texte a été paraphé par Denis Christel Sassou N'Gusso et Bruno Jean Richard Itoua, respectivement président de la FPA et ministre de l'Enseignement supérieur.

Page 3

## GABON

Le secrétaire  
général des  
Nations unies  
appelle à  
la retenue

Le secrétaire général des Nations unies a invité hier, les deux principaux candidats de la présidentielle gabonaise, Ali Bongo Ondimba et Jean Ping à faire preuve de retenue. Dans le contexte de l'attente des résultats du scrutin, Ban Ki-moon qui a joint chacun des deux candidats par téléphone s'est réjoui du déroulement pacifique de l'élection.

*Lire compte rendu des conversations téléphoniques Page 9*

## POINTE-NOIRE

Ouverture du Salon  
de l'immobilier,  
de la construction,  
de l'habitat et de  
la décoration

La capitale économique congolaise abrite à partir de ce 31 août la deuxième édition du Salon de l'immobilier, de la construction, de l'habitat et de la décoration du Congo. Haut lieu d'échanges, ce rendez-vous des promoteurs et administrateurs de biens, entreprises de construction, architectes, bureaux d'études et de contrôle intéresse également les fabricants et distributeurs de matériaux de construction, d'équipements électriques et de climatisation, d'énergies renouvelables, de sécurité et de vidéo surveillance, ainsi que les banques et assurances. Page 14

## ÉDITORIAL

## Entretien

Page 2

## ÉDITORIAL

## Entretien

Parmi les batailles que notre pays devra conduire et gagner dans les années à venir figure en très bonne place l'entretien. L'entretien dans l'acception la plus large du terme, qui concerne aussi bien les grandes infrastructures nationales et les établissements publics que les parcelles privées ou les matériels de toute nature destinés à améliorer la vie quotidienne de chaque citoyen. Sans oublier, bien sûr, la protection de l'environnement dont dépend à terme plus ou moins rapproché la survie de notre espèce sur la planète Terre.

Si nous évoquons ici et maintenant ce problème c'est que, manifestement, l'entretien ne figure pas encore dans la liste des préoccupations de la société congolaise. Il suffit, pour s'en convaincre, de marcher dans les rues des grandes villes, d'entrer dans les immeubles et les maisons, de visiter les centres industriels et agricoles, de plonger au cœur du Congo profond. Partout s'amoncellent les déchets, partout se dégradent les voies routières, partout se salissent les constructions publiques ou privées qui devraient projeter de notre pays l'image d'une nation où chacun à sa place prend soin de l'environnement.

Le Congo, dira-t-on, souffre des mêmes manquements que ceux qui affectent la plupart des pays sur les cinq continents. Certes, mais nous avons aujourd'hui entre les mains tout ce qu'il faut pour corriger les dérives engendrées par la modernisation et la tendance naturelle au gâchis que celle-ci génère. Il nous reste seulement à nous pénétrer de l'idée, aussi simple qu'évidente, selon laquelle l'entretien sous toutes ses formes a des effets positifs dont la collectivité ne peut que tirer un grand profit. Et cela peut se faire avec les moyens qui sont aujourd'hui les nôtres, en présentant à la population les problèmes que ne peut manquer de provoquer le laxisme individuel et collectif, mais aussi en détaillant les avantages que contient en germe l'entretien.

Des pays de l'hémisphère nord comme le Danemark, la Hollande, la Finlande, la Suède, la Norvège sont là pour démontrer qu'une nation qui prend soin d'elle-même tire le meilleur parti de son capital naturel. Pourquoi ce qui se fait chez eux depuis des décennies et pour le plus grand bien de leurs peuples ne serait pas réalisable aujourd'hui chez nous ?

Les Dépêches de Brazzaville

## COLLECTIVITÉS LOCALES

## Les conseils départementaux cumulent 4 mois de retard de subvention

**Depuis le mois de mai, les conseils départementaux du Congo sont en rupture totale de financement, à cause du non versement des allocations budgétaires accordées à chaque conseil départemental, dans le cadre du contrat Etat-département.**

Les présidents des conseils départementaux du Congo se sont réunis le 30 août à Brazzaville, sous la direction de Richard Eyéni, pour examiner la question. Il ressort de cette concertation que le gouvernement n'a plus versé ces allocations aux conseils départementaux, au titre des mois de mai, juin, juillet et août 2016.

A cause de ce manque de financement, les conseils départementaux peinent à fonction-

ner au rythme habituel. Déjà au mois de mai, aucun conseil départemental n'a pu tenir de session. « Il ressort de cette concertation que les conseils départementaux ont un retard de financement de quatre mois. Le non versement de ces fonds pourrait dangereusement compromettre la tenue de la session du mois de septembre 2016 et faire perdurer le paiement des charges du personnel local », relève le communiqué final publié à l'issue de cette rencontre. Dans le même communiqué final, les présidents des conseils départementaux du Congo sollicitent la compréhension du gouvernement afin que des mesures idoines et d'urgence soient prises pour que cette situation soit diligentée dans un délai raisonnable. « Nous avons

tenue cette réunion pour examiner la situation de nos collectivités locales. Nous en avons appelé à l'attention du gouvernement afin de nous permettre de résoudre en urgence certains problèmes. Notamment le paiement des salaires du personnel, le fonctionnement des collectivités ainsi que les descentes des conseillers dans leurs bases respectives », a précisé Richard Eyéni, président de l'Association des départements du Congo (ADC).

Il sied de rappeler que cette somme annuelle d'un milliard FCFA, servait à chaque conseil départemental de réaliser un certain nombre de projets sociaux économiques dans les départements au bénéfice de la population.

Firmin Oyé

## MÉDIAS

## Le directeur du Journal Talassa crée une crise artificielle avec l'organe de régulation

**Le secrétaire administratif par intérim du Conseil supérieur de la liberté de communication (Cslc), Théophile Mieté Likibi a fait le 30 août, à Brazzaville, une mise au point relative à l'affaire qui oppose le journal Talassa à la justice congolaise et dont le Cslc en est le requérant.**

L'orateur a édifié les journalistes en faisant la genèse de l'affaire. En effet, a-t-il déclaré, le procureur de la République avait annulé le 11 avril 2014, le certificat de déclaration du groupe Talassa délivré le 30 novembre 2011, au motif de l'observation par son directeur de publication des articles 4 et 35 de la loi n° 8-2011 sur la liberté de l'information et de la communication au Congo, mais également par le fait que le concept de groupe de presse est et demeure inexistant en droit congolais.

Par ailleurs, a-t-il expliqué, le journal Talassa avait saisi la Cour suprême qui, à son tour, décide d'annuler la décision du procureur de la République du 11 avril pour un seul et unique motif de manque de motivation. Cependant, a renchéri le secrétaire administratif par intérim, cette haute juri-

diction donne, en même temps, la possibilité au requérant qu'est le Cslc, de se rétracter en application de l'article 138 de la loi n° 51-83 du 21 avril 1983 portant Code de procédure civile, commerciale, administrative et financière dans les cas suivants : lorsqu'une erreur matérielle a exercé une influence sur le jugement de l'affaire ; lorsque la décision a été rendue sur une pièce fautive et lorsqu'une partie a été condamnée faute de présenter une pièce décisive qui était retenue par l'adversaire.

En outre, a précisé Mieté Likibi, l'article 139 de cette même loi donne un délai de deux mois au requérant pour faire la rétractation à compter de la date de notification de la décision de la Cour suprême. C'est, a-t-il dit, ce qu'a fait le Cslc. « Vous vous imaginez aisément que pendant que le Cslc attend sere-

nement la suite à donner à sa rétractation, c'est le directeur de publication de Talassa qui s'agit dans tous les sens en désinformant l'opinion publique tant nationale qu'internationale. En outre, il convient de noter qu'au plan strictement juridique, il n'y a pas de conflit de quelque nature que ce soit entre le président du Cslc, Philippe Mvouo et le directeur de publication de Talassa », a noté Mieté Likibi. Bien au contraire, a-t-il ajouté, c'est le patron de ce journal qui s'agit en créant, dans la confusion totale, un pseudo conflit avec les principes de légalité. De plus, a-t-il ajouté, l'attestation créant le groupe de presse Talassa ouvre un imbroglio juridique en ce qu'elle s'est transformée en certificat. C'est autant dire, a indiqué Mieté Likibi, que le procureur de la République avait été induit en erreur par ce groupe de presse qui obtient le certificat de déclaration en 2001 sur la base d'un faux document.

La Rédaction

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,  
Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Directeur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama  
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou,  
Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampoula  
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane  
Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana  
(chef de service),  
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué  
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya  
Édition du samedi : Meryll Mezath  
(Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice  
Mampouya, Charlem Léa Legnoki,  
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain  
Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté  
de la Radio-Congo  
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'Agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande,

Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya  
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,  
Stanislas Okassou

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des  
annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

## DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-

signet, Brice Tsébé, Irin Mauakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngon

## INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de  
service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck  
Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaïne Angombo  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi  
Chef de production : François Diatoulou Mayola  
Gestion des stocks : Elvy Bombete

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service),  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole  
Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila),  
Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 06 930 82 17

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Hélène Ntsiba (chef de service),  
Astrid Balimba

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,  
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

# La FPA confirme son engagement à soutenir l'enseignement supérieur

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de développement de ses activités sur l'éducation des jeunes, la Fondation perspectives d'avenir (FPA) a signé le 29 août à son siège à Brazzaville, un accord de partenariat avec le ministère de l'Enseignement supérieur

Conclu respectivement par Denis Christel Sassou N'Guesso, président de la FPA et Bruno Jean Richard Itoua, ministre de l'Enseignement supérieur, cet accord a pour objet de définir le cadre juridique ; les conditions et modalités pratiques de la mise en œuvre du partenariat entre les deux organisations. S'inscrivant dans le cadre du partenariat public-privé, ce contrat porte, d'une part, sur l'amélioration du système éducatif, notamment par l'intégration des Technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'éducation et la formation, le renforcement qualitatif et quantitatif des infrastructures et équipements, la promotion de la performance, de l'excellence et de l'innovation dans les structures, la promotion des études et filières technologiques et scientifiques. Il vise, d'autre part, le développement des relations entre l'enseignement supérieur et les milieux économiques et sociaux, notamment par la création de filières en rapport avec les besoins du développement.

En effet, les modalités de sa mise en œuvre prévoient que les parties prenantes se consulteront et échangeront des points de vue de façon régulière sur des questions d'intérêt commun afin que chacune d'elles puisse être régulièrement informée des projets et des activités conjointes ou communes. Les parties se concerteront ensuite sur les stratégies communes à mettre en place pour le développement des axes de coopération ; l'identification des programmes et des projets à élaborer en commun ; le programme des activités ; les dispositions prises par chacune des parties pour assurer la coordination des activités à mener en vertu du présent accord. « Chaque partie



Denis Christel Sassou N'Guesso et Bruno Jean Richard Itoua posant avec les invités

## Denis Christel Sassou N'Guesso : « Une réforme de notre système s'impose »

La stratégie sectorielle de l'éducation sur la période 2015-2025 adoptée récemment à Brazzaville, souligne clairement que l'enseignement supérieur peine à apporter des qualifications nécessaires à l'économie et le système éducatif actuel fonctionne en contradiction avec le marché de l'emploi. S'appuyant sur ce document capital et le constat du président de la République sur la question de l'inadéquation entre la formation et l'emploi dans le système éducatif congolais, le président de la FPA propose quelques pistes de sortie. Car, il y a une surproduction de diplômés sans qualification et une sous-production de diplômés répondant aux besoins de l'économie du pays.

« Ce constat d'inadéquation et de faibles performances, au-delà de la douleur qu'il peut infliger à notre fierté, jadis réputée et saluée, nous amène à nous poser la question de notre capacité à relever le défi de la formation de qualité adaptée à nos besoins de développement comme celui de l'excellence dans l'éducation », a souligné Denis Christel Sassou N'Guesso.

Ce défi ne pourrait être relevé, espère-t-il, que collectivement et à la faveur du partenariat

public-privé en passant par une profonde réforme du système éducatif national. Réitérant son appel lancé lors de la célébration de la première Journée mondiale sur le développement des compétences des jeunes, il pense qu'une réforme du système d'enseignement supérieur s'impose aujourd'hui. Si la responsabilité de réformer le système éducatif incombe prioritairement aux institutions régaliennes, a rappelé le président de la FPA, son exercice n'en demeure pas moins une tâche collective qui en fait finalement une responsabilité partagée. « Une réflexion sur l'état et les performances de notre système éducatif, la détermination des réformes qui doivent y être conduites et sur leur mise en œuvre doit impliquer l'ensemble des acteurs et parties prenantes concernées. Cette réforme est devenue une urgence au regard des conséquences de notre système éducatif sur l'attractivité de notre économie, nos performances face aux défis sociaux auxquels nos communautés restent confrontées, notre compétitivité à l'échelle internationale et les risques sur la stabilité sociopolitique de notre pays », a-t-il poursuivi.

P.W.D.

apportera à la connaissance de l'autre les projets dont elle a l'initiative, auxquels elle collabore et qui peuvent présenter un intérêt pour l'autre partie et formuler des suggestions quant à la participation éventuelle de l'autre partie audit projet », a expliqué le chef du département partenariat et coopération de la FPA, Guy Patrick Massoloka.

Du côté du ministère de l'Enseignement supérieur, la signature de ce contrat qui intervient après six mois de discussions entre les spécialistes attirés, vise à rassembler le maximum de personnes sur des questions de développement en général et celles de l'éducation en particulier. « L'esprit de ce partenariat est donc celui de la complémentarité. Dans le cadre de sa mise en œuvre, le ministère de l'Enseignement supérieur agira suivant ses attributions régaliennes tandis que la FPA interviendra en appoint en tant qu'acteur imminent de la société civile », a précisé le directeur des Nouvelles technologies de l'information et de la communication de l'enseignement supérieur, Khalifa Niang, précisant que si une jeunesse est bien formée, le reste suivra.

Parfait Wilfried Douniama

## GOUVERNANCE

## L'audit interne, meilleur moyen pour garantir la bonne santé des entreprises

La problématique a fait l'objet, le week-end dernier, d'une réunion d'information et de sensibilisation à l'attention des dirigeants d'entreprises. Ladite réunion est une initiative de l'Institut de l'audit et du contrôle interne (Icaci) et s'est tenue sous le thème « Guérir nos entreprises et organisations par l'Audit interne ».

Plus de quatre-vingt participants, essentiellement des dirigeants d'entreprises et auditeurs internes venus des entreprises publiques et privées de la place, ont participé à cette conférence-débat interactive, animée par Giresse Akono Gantsui,

un jeune congolais, expert en la matière. Dans son exposé, le conférencier a défini l'audit interne comme étant « une fonction indépendante et objective qui, s'exerçant à l'intérieur d'une organisation, lui donne une assurance raisonnable sur le degré de maîtrise des risques, en vue de créer une valeur ajoutée », précise Giresse Akono Gantsui.

Du point de vue de son importance, l'orateur a démontré techniquement que l'audit interne revêt une importance capitale et occupe une fonction essentielle au sein

d'une organisation, en ce sens qu'il prime sur tout et permet d'apprécier les autres fonctions au sein de l'entreprise. C'est en effet, à partir de l'audit interne qu'on peut identifier les anomalies qui gangrènent l'entreprise, précisant que c'est aussi grâce à lui que celle-ci peut être sauvée. « Toute organisation, qu'elle soit privée ou publique, est vouée à des risques de faillite mais grâce à l'audit interne, on peut déceler et recadrer ces risques afin que ceux-ci n'entament pas la survie de l'entreprise. C'est pour cela qu'il est considéré comme une médecine au sein

de l'entreprise », a renchéri Giresse Akono Gantsui. En animant cet exposé, le but du conférencier et de l'Icaci est de sensibiliser et d'interpeller les dirigeants d'entreprises sur la nécessité d'avoir un service de l'audit interne, au regard de son rôle.

Rappelons que l'Icaci est une association de droit congolais à but non lucratif. Créée en 2007, elle vise entre autres à sensibiliser et à former les auditeurs internes afin qu'ils participent eux aussi, à la bonne gouvernance des entreprises et des organisations.

Firmin Oyé



## APPEL À CANDIDATURE

Reference : 2016/ADMIN/010

Le Parc National d'Odzala-Kokoua a l'honneur d'annoncer le recrutement :

-H/F Un caissier trésorier

Lieu d'affectation :

-Quartier General du Parc National d'Ozala-Kokoua à Mbomo

Responsabilités :

Caisse :

-Être responsable de la comptabilité de caisse et de la bonne tenue des livres comptables du Parc Odzala (achat, recettes, salaire)

-Afficher les écarts de caisse

-Compléter les états des écarts de caisse / annulations et remboursements

-Remonter les anomalies à son responsable le superviseur administratif et comptable

-Imputer les écritures comptables

-Vérifier les moyens de paiement

-Assurer l'inventaire du coffre

-Préparer les sorties de caisse pour la paie mensuelle

-Archiver les documents selon les procédures

-Participer aux contrôles inopinés des fonds de caisse

-Informé et communiquer régulièrement avec le bureau d'APN-PNOK à Brazzaville

-Identifier les bonnes performances et celles à améliorer

-Assister le Superviseur Administratif et Comptable

Formation requise ou souhaitée :

-Minimum 3 ans d'expérience de tenue de caisse

-Connaissances des bases de la comptabilité

-Connaissances de l'outil informatique (Word, Excel, Outlook)

-Aptitude à travailler avec minimum de supervision.

-Rigueur et organisation

-Capable de travailler sous pression

-Solide capacité rédactionnelle.

-Maîtrise de la langue française

-Notions en anglais souhaitables

-Grande facilité de communication, aisance relationnelle.

-Curieux et désireux d'apprendre

Dossiers de candidatures :

-Lettre de motivation ;

-CV détaillé ;

-Copie de diplômes ;

-Attestations de travail.

Les dossiers de candidatures doivent être envoyés à l'adresse e-mail [emploi.odzala@gmail.com](mailto:emploi.odzala@gmail.com) en indiquant la référence « 2016/ADMIN/010 » en sujet de l'email.

La date limite de dépôt de candidature est fixée au 18 septembre 2016.

NB : Seuls les candidats présélectionnés seront convoqués pour des entretiens.



HUAWEI

### SMARTPHONE HUAWEI Y221

- \* Technologie 3G : Oui
- \* Ecran : 3,5"
- \* Dual SIM : Oui
- \* Système : Android 4.4
- \* Garantie : 1 an



**47.500**  
FCFA HT



BUROTOP IRIS



HUAWEI

### TABLETTE HUAWEI 3G T1

- \* Ecran : 7 "
- \* Epaisseur : 8,5 mm
- \* Processeur : Quad core 1.2 Ghz
- \* Mémoire RAM : 1GB
- \* Mémoire : 8GB extensible
- \* Caméras : avant et arrière
- \* Système : Android 4.4 + Huawei Emotion UI 3.0



**99.000**  
FCFA HT

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tel: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

## SANTÉ PUBLIQUE

## Les cabinets de soins médicaux illégaux seront fermés

**90% des structures sanitaires privées ne remplissent pas les conditions d'exercice libéral de la médecine au Congo. Les délais qui leur avaient été accordés pour régulariser leur situation sont épuisés. Le temps de la fermeture est donc arrivé...**

La prolifération anarchique des cabinets médicaux illégaux saute aux yeux dans Brazzaville, en l'occurrence. « Les hôpitaux publics reçoivent régulièrement des patients ayant reçu des soins inappropriés dans certains de ces cabinets médicaux. La police et la gendarmerie ont enregistré de nombreuses plaintes relevant de la mise en danger de la santé d'autrui, avec dans certains cas, des complications graves et des décès », a fait savoir l'inspecteur général de la santé, le Pr Richard Bilekot. Pour ce faire, la ministre de la Santé et de la Population, Jacqueline Lidya Mikolo, a instruit la fermeture de ces centres illégaux comme en témoigne la circulaire, n°00027/MSP/CAB/IGS-16 du 26 juillet 2016, relative à la lutte contre l'exercice illégal des professions de santé et la mise en



Les conseillers municipaux et chef de quartiers/Crédit photo Adiac

danger de la santé d'autrui. « Nous déplorons des dérapages », a fait savoir la ministre de la santé, lors d'un échange ce 30 août à Brazzaville avec les conseillers municipaux, les chefs de quartiers en présence du maire de la ville capitale, Hugues Ngouémondélé. L'opération de fermeture se fera donc conformément à la loi. Une plateforme intersectorielle a été mise en place avec d'autres organes de contrôle de l'Etat, coordonnée à Brazzaville par le maire, Hugues Ngouémondélé. Le programme d'actions de la plateforme

porte sur deux volets: d'abord, un plan de communication pour sensibiliser la population et les autorités locales (maires d'arrondissement, chefs de quartier, conseillers municipaux). Des actions d'information seront également menées à l'endroit des responsables des formations sanitaires. Après viendra la phase opérationnelle, consistant en la fermeture effective des cabinets médicaux illégaux par les services techniques de contrôle de l'Etat. La décision de la fermeture sera prononcée par l'inspection gé-

rale de la santé à partir des faits probants et dûment documentés. Enfin, les services de la police administrative et de la gendarmerie exécuteront la fermeture.

**Pas d'amalgame**

Le gouvernement, conscient que l'offre de soins de premiers secours est aussi assurée par le secteur privé, a entrepris avec l'appui des partenaires techniques et financiers comme la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé des actions visant à réguler ce secteur en l'intégrant dans le système de santé national. Le secteur privé de la santé est d'ailleurs inclus dans le haut conseil du dialogue public-privé présidé par le chef de l'Etat. Dans ce cadre, certaines formations sanitaires privées bénéficient de l'appui technique et financier du gouvernement à travers le programme de développement des services de santé par le mécanisme de financement basé sur la performance. Ne subiront la fermeture que les formations sanitaires illégales.

En rappel, durant l'année 2015 les services du ministère de la Santé notamment: la direction départe-

mentale, la direction générale des hôpitaux et de l'organisation des soins ont émis des observations et des recommandations à l'endroit des responsables des formations sanitaires privées, afin qu'ils régularisent leurs situations. En juin 2016, l'inspection générale de la santé a mené des actions de sensibilisation et de vulgarisation des lois et règlements régissant le secteur privé de la santé à Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Nkayi et Ouesso.

En dehors de la fermeture des cabinets médicaux illégaux, la ministre de la Santé s'est également exprimée sur la bi-appartenance des médecins au secteur public et privé où ils passent le plus de leur temps. « Les médecins ont conscience de leurs engagements envers les hôpitaux publics et les heures qu'ils doivent passer en dehors de ceux-ci. Nous allons renforcer le travail de régulation de cette situation ensemble avec les structures sanitaires pour que la présence au poste soit effective et la qualité des soins aussi », a indiqué Jacqueline Lidya Mikolo.

**Rominique Nerplat Makaya**

## MADINGOU 2016

## Alors, on dit quoi ? (2)

**La municipalisation accélérée dans la Bouenza a eu ses effets immédiats, elle en aura de lointains. Madingou jubile, mais Nkayi n'est pas en reste.**

Il y a une blague qui court dans le quartier Kividi de Nkayi. Elle consiste à demander à quelqu'un s'il habite Nkayi... ou Jacob. La subtilité de l'anecdote mérite une explication pour les lecteurs plus jeunes : l'ancien nom colonial de Nkayi, cité sucrière, c'est Jacob. Or dans le secteur de la Clinique Mounondo de Nkayi, les habitants n'en reviennent pas de se retrouver dans un autre contexte, qui relève de la ville avant le 15 août dernier. Entre Kividi et le reste de la ville, il y a la voie ferrée. Mais il y a surtout... le goudron !

Pour aller de Kividi à la gare, il y a deux voies: la nouvelle et l'ancienne. Deux routes en ligne droite qui encadrent la voie ferrée : côté gauche, elle est bitumée depuis début août et elle passe à côté du commissariat de police avant de déboucher sur la Place de la gare. Côté droit, elle reste en terre, et sa couche de poussière ressemble à du fofou teint en rouge. Kividi vit donc le sort des bordures de villes et des périphéries : ni vraiment dedans, ni tout à fait dehors. Jalousie ! Lorsque le président Denis Sassou N'Guesso est passé à Nkayi le 14 août, une mère de famille a crié : « Eh ! Président : regarde par ici et envoie-nous le goudron ! ».

Ceci relève de l'anecdote, bien

entendu. Car c'est toute la ville de Nkayi qui est désormais dans l'émerveillement. La troisième ville du Congo est fière ; elle est remplie d'orgueil car la municipalisation accélérée lui a apporté plus qu'elle n'avait espéré. Mais ne répétez surtout pas à haute voix ce que j'écris : l'habitant du coin est sourcilieux et n'hésite pas à recadrer quiconque viendrait claironner que c'est Dolisie la troisième ville du Congo. Surtout pas maintenant! Nkayi redresse la tête, s'ébroue et perd tous ses complexes. Il y a seulement deux mois, elle ne comptait que deux rues bitumées, pour aller de la gare à l'hôpital.

Aujourd'hui, les tracteurs et les excavateurs sont à pied d'œuvre pour trouser la ville de part en part : de Mabombo à Le Village ou même à Muana Nto ; du rond-point moderne à l'aéroport, l'habitant de Nkayi se lève pratiquement chaque matin avec une rue bitumée nouvelle. Et l'éclairage public qui va avec. Mais la plus grande fierté reste Yoka Ngassi, l'aéroport. Depuis des temps immémoriaux, Nkayi n'a jamais eu qu'une piste en terre battue et une bicoque en tôle comme aéroport. D'ailleurs, les vols n'y venaient que par intermittence. Le dernier Antonov de Air Mawéné a sans doute rendu l'âme depuis belle lurette. Et avec lui l'espoir d'aller à Brazzaville ou à Pointe-Noire sans forcément passer par la rivale Dolisie qui, elle, se riait des misères paysannes de sa voisine, toute riche de ses plantations de canne et de son sucre

qu'elle soit.

Les pendules sont désormais remises à l'heure. Nkayi, qu'on se le dise, reprend de la grandeur et du prestige. Vous avez dit « sucre » ? C'est vrai, cette ville reste la première productrice de cette denrée dans le pays. Mais n'allez pas croire que ses atouts s'arrêtent là. Ils sont rehaussés par la nouvelle usine de production de jus de fruit et d'huile d'arachide que le président est venu étrenner à Kayes, sur les rives de la rivière éponyme, le 16 août. Madingou a festoyé et accueilli le feu d'artifice du 15 août, Nkayi jubile de devenir vraiment une ville.

L'habitant le dit avec l'humour de bon ton. « Avec les nouvelles routes qu'on nous a apportées, vous savez qui sera le plus malheureux ici ? Le Wara ! L'Ouest-africain, habituel vendeur des sandales en plastique qui s'usaient vite sur la terre-latérite et qui attendra désormais plus longtemps devant son étal. Les chaussures la-gomme dureront plus longtemps ! ». C'est un pari, un effet induit par une circulation à pied ou en voiture devenue plus facile, moins caillouteuse. On disait jadis à Nkayi que pour circuler après une pluie, il fallait « chausser le crabotage ». D'ailleurs la chaussure locale adaptée, faite de lanières de pneu, s'appelait « pi-pi », imitant le klaxon d'une voiture. Passé révolu ? A voir et à suivre dans notre prochaine édition.

**Lucien Mpama**

## LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

## Une vaste campagne de sensibilisation a eu lieu dans la Bouenza

**Dans le cadre des festivités marquant le 56<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du Congo, célébré le 15 août dernier dans le département de la Bouenza, le ministère de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement a organisé, à travers son unité de lutte contre le VIH/Sida, une campagne de sensibilisation aux questions liées à la sexualité précoce et à cette pandémie à Madingou, Nkayi et Loutété.**

Cette campagne de plus d'une semaine visait, entre autres, à réduire la vulnérabilité au VIH/Sida au sein des populations, notamment auprès des filles et garçons. De manière plus spécifique, cette activité avait pour objet de lutter contre la féminisation du VIH-Sida ; renforcer les connaissances des jeunes en matière de sexualité ; améliorer leurs connaissances et attitudes vis-à-vis de cette pandémie. Elle devrait également encourager les pratiques et comportements sexuels à moindre risque auprès des populations ; promouvoir l'utilisation du préservatif féminin.

L'action de cette équipe de campagne conduite par le coordonnateur de l'unité de lutte contre le VIH/Sida du ministère, Chris Ruben Ndobu Mabiala, a été vivement félicitée par les participants. Badila Crèche, participante à la causerie-débat organisée à Nkayi, s'est exprimée en ces termes : « Voilà une action superbement louable qui a permis de nous rappeler des causes et conséquences de la sexualité précoce, notamment en milieu féminin. Merci à la ministre en charge des questions des femmes ».

Justifiant sa démarche, Chris Ruben Ndobu Mabiala a rappelé qu'en engageant cette action, la ministre de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, Inès Bertille Nefer Ingani, venait de marquer son attachement et sa ferme ambition de participer, pleinement, à la Marche vers le développement, d'autant plus que cette activité a permis de sauver des vies.

Rappelons que cette campagne a connu la participation de toutes les catégories socioprofessionnelles et économiques venues fêter à Madingou, à travers des causeries-débats. En effet, les communications ont porté sur la féminisation du VIH ; la sexualité précoce ; l'importance du dépistage volontaire ; la stigmatisation et la discrimination des personnes vivant avec le VIH. Après des débats fructueux sur ces différentes thématiques, les participants ont suggéré au département, de poursuivre non seulement cette action mais aussi de mettre une action particulière, dans la lutte contre la pauvreté en milieu féminin. Car la pauvreté est l'une des causes majeures de la féminisation du VIH, notamment en milieu jeune. Notons que le bilan de cette campagne de sensibilisation dans le département de la Bouenza a été jugé largement positif de par l'impact de l'action menée. Cette campagne a été ponctuée par la remise aux participants de plus de 190.000 kits et gadgets, composés de pinces, bracelets et préservatifs masculins et féminins.

**Parfait Wilfried Douniama**

## EDUCATION

# Le gouvernement disposé à accompagner l'ONG Club Progress dans la modernisation de l'école congolaise

Le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie numérique et de la prospective, Benoît Bati, a rassuré, le 26 août l'ONG Club Progress que le gouvernement va, en concertation avec les acteurs du numérique, créer les conditions utiles pour un environnement indispensable favorable à l'utilisation des outils performants propres à la modernité en milieu scolaire.

à la pratique. Le cinquième projet concerne la connexion Internet au niveau des écoles. Il s'agit, pour les initiateurs, d'une bonne source de connaissances permettant à

dans la même précarité. Il y a des écoles qui sont effectivement déjà évoluées et il y en a d'autres qu'il faut apporter de façon à canaliser, à travers ce projet, des voies de sortie, des voies qui les arrimeraient à la modernité. Nous avons pour ces projets toute une année de pratique. Pour réaliser ces projets, le Club Progress a pensé fédérer les acteurs de développement pouvant s'impliquer sérieusement pour leur aboutissement », a rappelé le président de Club Progress qui est entouré de nombreux partenaires.

pour une école plus compétitive. « Les locutions pratiques qui, hier, s'arrêtaient au primaire, peuvent être reconduites au secondaire avec à l'affiche le théâtre, la peinture, la culture générale, les danses traditionnelles, folkloriques et modernes afin que les connaissances de la conservation et la préservation de nos cultures ancestrales restent. Le système éducatif ne peut se passer de l'action culturelle en milieu scolaire car cela favorise, stimule et motive l'épanouissement de nos apprenants », a-t-elle conclu.

« **Le système éducatif ne peut se passer de l'action culturelle en milieu scolaire** »

La directrice du cabinet du ministre de la Culture et des Arts, Emma Mireille Opa-

Elion, a rappelé que le développement d'une société est l'affaire de tous. Selon lui, le Club Progress a parfaitement compris qu'un seul doigt ne lave pas la figure. « L'initiative de l'ONG Club Progress qui s'emploie à apporter sa pierre à l'édifice en se proposant de mettre en œuvre des outils de gestion de la communication pédagogique école/parent, mérite d'être amplement encouragée par les pouvoirs publics. L'approche adoptée implique la résolution de certains problèmes scolaires en favorisant l'inclusion numérique », a souligné Benoît Bati.

S'engageant à créer des conditions utiles pour un environnement indispensable favorable à l'utilisation des outils performants, il a invité la jeunesse à s'impliquer dans la révolution numérique.

**Parfait Wilfried Douniama**



Benoît Bati entouré de Mireille Opa-Elion et de Jean Bruno Pissa / crédit photo Adiac

L'ONG Club Progress a lancé le 26 août à Brazzaville, l'Initiative modernité en milieu scolaire. À travers ce programme, le promoteur de cette organisation, Jean Bruno Pissa, propose six projets aux responsables des écoles publiques et privées. En effet, outre les aspects liés aux technologies de l'information et de la communication, ces projets touchent beaucoup plus des domaines administratifs, structurels, voire l'enseignement en global.

Le premier projet concerne l'électrification des salles de classe à l'énergie solaire. « Nous avons trouvé que notre pays qui est à cheval entre les deux hémisphères nous présente un niveau de pluviométrie assez considérable et chaque fois qu'il pleut les salles de classe sont assombries et nos enfants ont du mal à suivre les cours sur un tableau noir. Nous pensons que l'énergie solaire serait

une des solutions d'autant plus qu'elle est gratuite. Elle nous permettra de garantir la présence de la lumière dans ces écoles », explique Jean Bruno Pissa.

Le deuxième projet est relatif à l'habillage des salles de classe par des cartes de géographie de botanique, de biologie et de technologie. En le faisant, Club Progress veut se souvenir de la présence des tableaux dans des salles de classe à une certaine époque. Cela constitue pour cette ONG un bon moyen d'apprentissage car par image on apprend aussi facilement.

Le troisième projet consiste à équiper les préscolaires en kits de jeu et de divertissement, le but étant de permettre aux enfants d'apprendre à manipuler des jouets homologués. Le quatrième c'est celui de l'équipement des laboratoires de physique, de chimie, de biologie et de technologie. L'objectif visé : lier la théorie

tous ceux qui interviennent dans ce domaine de retrouver la ressource indispensable pour parfaire, agrandir,



Une vue de la salle ; crédit photo Adiac

étouffer leurs connaissances, leur savoir. Le sixième projet consiste, quant à lui, à la réalisation des sites Web pour chaque école. « Ces projets feront l'objet d'un examen, toutes les écoles ne sont pas

Elion, a indiqué que l'initiative de la modernisation des programmes scolaires émane de la vision de leur département. Elle vise la restauration des activités artistiques et culturelles en milieu scolaire



**airtel money**



ZWA AIRTEL MONEY NOEKO PO OBONGA  
Airtel Money Ndoko, le service de prêt d'argent rapide  
Contactez 128778



**BGFI Bank**  
Votre partenaire pour l'avenir





## SÉCURITÉ GUARD CONGO



Email : groupeyanick@yahoo.fr  
www.securityguardcongo.com  
Tél. : 01 679 78 78 - 06 679 78 78

**NOS SERVICES**

-Gardiennage et intervention / Protection / Accompagnement / VIP,  
HP, Stars à la demande du client / sécurité incendie

## RIZICULTURE

## AfricaRice à court de financement

« AfricaRice connaît des problèmes de financement », relève la 30<sup>e</sup> session ordinaire du Conseil des ministres du Centre de riz pour l'Afrique (AfricaRice), tenue du 22 au 23 août à Kampala en Ouganda.

Cette situation risque de compromettre la mise en œuvre de son plan stratégique. En conséquence, il a été recommandé aux pays membres de payer régulièrement leurs cotisations statutaires et surtout de faire des efforts pour apurer les arriérés de plusieurs années.

Cette session a permis l'examen et l'adoption du rapport final et de l'état de mise en œuvre des résolutions de la 29<sup>ème</sup> session ; du rapport biennal du directeur général d'AfricaRice ; du rapport et des recommandations du Comité des experts nationaux ; du texte révisé de l'acte constitutif. Le conseil des ministres a également approuvé la demande d'adhésion de

l'Éthiopie qui devient le 26<sup>ème</sup> membre de l'Association. Dans le cadre de la présidence tournante, cette instance a également adopté la proposition du Sénégal d'assurer la présidence de l'Association pendant ces deux prochaines années.

AfricaRice est une association intergouvernementale regroupant 26 pays d'Afrique, constituée pour développer la riziculture afin de réduire les importations massives de cette denrée qui occasionnent une hémorragie financière asphyxiante pour l'économie de nombreux pays africains. Pour cela, elle développe une coopération scientifique appuyée avec les systèmes nationaux

de recherche agricole des pays membres et avec d'autres centres internationaux de recherche agricole.

Le conseil des ministres approuve le programme de l'association en vue de garantir la conformité avec les politiques de développement agricole en vigueur dans les États membres. Le Congo a adhéré à AfricaRice en 2007. Les interventions d'AfricaRice au Congo concernent la sélection, la production et la mise à disposition des semences de riz des variétés adaptées aux zones agroécologiques, le renforcement des capacités des chercheurs, techniciens et cadres administratifs ; et la fourniture des équipements scientifiques et techniques.

Grâce à l'appui d'AfricaRice, en 2014, l'Institut national de



Photo de famille à l'issue de la 30<sup>e</sup> session (DR)

recherche agronomique (IRA) a mis à la disposition des producteurs (petits paysans et grandes fermes, notamment les Sud-Africains de Malolo), plus de 30 tonnes de semences de riz. « Ces efforts sont encore insuffisants pour améliorer la balance commerciale. En effet, les importations du riz du Congo sont de l'ordre de 38 millions de

tonnes pour une valeur financière de plus de 17 milliards de FCFA en 2013. La réduction de cette perte de devises est possible si les stratégies de développement de cette filière sont mises en œuvre de manière efficace et efficiente », a fait savoir le directeur général de l'IRA, Grégoire Bani.

Josiane Mambou Loukoula

## COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

## Le Congo, nœud Internet de l'Afrique centrale

La commission de l'Union africaine vient d'allouer une subvention de 150 millions de dollars us à l'Agence de régulation des postes et télécommunications électroniques (Arpce) pour renforcer la capacité de ses équipements chargés du fonctionnement du point d'échange Internet du Congo-Brazzaville, dénommé CGIX.

Le CGIX est une infrastructure de télécommunications qui permet aux opérateurs et fournisseurs d'accès Internet (FAI) installés au Congo de s'interconnecter en un seul point. A travers ce financement, la commission de l'Union africaine entend faire du Congo le point d'échange Internet référent de la sous-région. Premier point d'échange Internet opérationnel de l'Afrique centrale, mis en fonction le 10 mai 2013, cette initiative qui devient aujourd'hui un modèle en Afrique, compte à ce jour, sept opérateurs et FAI interconnectés.

Depuis sa mise en service, les opérateurs et FAI interconnectés ont considérablement réduit le coût de leur bande passante internationale ce qui a généré des économies non négligeables. De plus, les temps de latence ont également été réduits, ce qui a amélioré la qualité de services au niveau des utilisateurs finaux.

Selon le communiqué de l'Arpce, les OTTs, tels que Youtube, Dailymotion et bien d'autres, ont ainsi manifesté leurs intérêts de se connecter au CGIX. Cela par la fourniture de contenu étranger localement, et de booster la création des contenus locaux.

« Dans les prochains jours, seront connectés les premiers conteneurs comme Google et Dailymotion »

« Dans les prochains jours, seront connectés les premiers conteneurs comme Google et Dailymotion », précise le communiqué. Le CGIX est un projet mis en œuvre par l'Arpce et cofinancé à la base par le gouvernement congolais et la Banque mondiale par le biais du projet Central african backbone (CAB). Il a, entre autres objectifs : d'optimiser le trafic local en faisant en sorte qu'il ne passe plus par les liaisons internationales onéreuses et coûteuses ; améliorer la qualité de service Internet ; développer des services locaux et permettre aux fournisseurs de contenus tels que Google et Yahoo d'installer leurs serveurs en local.

L'Arpce est l'autorité congolaise de contrôle, de suivi et de régulation des secteurs des Postes et Communications électroniques. Bras opérationnel et technique du Gouvernement, elle a la délicate mission de garantir à la fois, les intérêts de l'État, des consommateurs, des opérateurs et prestataires des services dans les secteurs régulés.

La Rédaction

## TIC

## Rencontre entre le pape François et le fondateur de Facebook

Entre l'Église catholique et les nouvelles technologies de communication, l'heure n'est plus à la guerre des tranchées.

La rencontre n'a pas été plus longue que d'ordinaire, mais en une vingtaine de minutes le chef de l'Église catholique et le grand champion des réseaux sociaux, Marck Zuckerberg, fondateur de Facebook, quelque chose est passé. Le pape se met aux nouvelles technologies de l'information et de la communication : son compte personnel, @Pontifex est littéralement assailli par des centaines de twitteurs chaque jour. Aussi n'est-il pas étonnant que de la sympathie cordiale ait émané la

rencontre. Marx Zuckerberg était accompagné de Priscilla Chan, son épouse.

C'est à trois qu'ils ont discuté, selon un communiqué officiel, de comment « utiliser la technologie des communications pour soulager la pauvreté, encourager la culture de la rencontre, faire parvenir un message d'espoir, plus particulièrement aux personnes les plus défavorisées ». Le pape et l'Église catholique des temps modernes ont trouvé dans les moyens de communication des outils pour prolonger la pastorale, appeler la communauté au bien et à la paix.

Ces jours derniers, le pape argentin a même utilisé de jargon des réseaux sociaux

pour interpeller les jeunes. A Cracovie, en juillet dernier, il avait invité les jeunes à « se connecter » à Jésus et à se « recharger » sur l'Évangile, pas sur les dernières tendances mondaines. En janvier, le pape avait aussi accordé une audience au directeur général d'Apple, Tim Cook, puis au président exécutif de Google, Eric Schmidt.

Régulièrement l'Église catholique rappelle que les moyens de communication sont avant tout « des moyens ». Et que leur utilisation peut conduire au bien comme au mal si elle est malintentionnée. Le pape est présent depuis mars sur Instagram mais, fait notable, il n'a pas de compte Facebook.

Lucien Mpama

## FRANCE

## Le ministre de l'Économie Emmanuel Macron démissionne à 8 mois de la présidentielle

Le ministre français de l'Économie, Emmanuel Macron, a démissionné mardi. Il est remplacé par Michel Sapin.

Dans un bref communiqué, l'Élysée a officialisé le départ du ministre, âgé de 38 ans, « pour se consacrer entièrement à son mouvement politique », En Marche!, créé en avril. Pour lui succéder, François Hollande a choisi un fidèle, le ministre des Finances Michel Sapin, dont le chef de l'État a élargi le portefeuille.

Emmanuel Macron « va reprendre sa liberté pour continuer à construire une nouvelle offre politique », a déclaré une porte-parole d'En Marche!. Le ministre avait annoncé en début de journée à ses collaborateurs sa démission, présentée en milieu d'après-midi au président Hollande.

Parmi les ministres les plus appréciés de l'opinion, Emmanuel Macron multipliait depuis plusieurs mois les provocations, entre le lancement de son propre mouvement politique et ses déclarations ta-

pageuses. Il y a quelques semaines encore, il avait expliqué que « l'honnêteté (l')obligeait à dire » qu'il n'était « pas socialiste ».

Ancien haut fonctionnaire formé aux écoles de l'élite, ex-banquier d'affaires, Emmanuel Macron, qui n'a jamais eu de mandat électif, doit sa carrière gouvernementale au président socialiste qui en a fait une pièce maîtresse de l'exécutif. Ancien secrétaire général adjoint et conseiller économique de François Hollande à l'Élysée, il a été nommé ministre de l'Économie et du Numérique en août 2014. Il a donné son nom à une loi promulguée en août 2015 destinée à libéraliser certains secteurs d'activité (transports routiers, notaires, ouverture de certains commerces le dimanche, etc). Sa présence au gouvernement a aussi été marquée par de nombreuses déclarations dénoncées par une partie de la gauche et une rivalité croissante avec Manuel Valls, figure comme lui de la gauche sociale-libérale.

AFP



**VOTRE AGENCE AIRTEL  
DE CASINO SE DÉPLACE  
AU ROND-POINT DE LA GARE  
À PARTIR DU 5 SEPTEMBRE  
2016**



## ILE MAURICE

Conférence ministérielle sur l'économie intelligente des océans en Afrique les 1<sup>er</sup> et 2 septembre

L'île Maurice organise une Conférence ministérielle sur l'économie intelligente des océans en Afrique, qui servira la COP22 qui se tiendra à Marrakech au Maroc.

En amont se tiendra du 29 au 31 août, un atelier sur les défis et opportunités de l'économie des océans organisé par la Banque mondiale (BM). Il s'agit de sensibiliser les journalistes africains à l'économie bleue.

En collaboration avec la coopération américaine et la commission ouest-africaine de la pêche sous-régionale, et le Bureau de l'Union africaine pour les ressources animales, la BM a tenu du 28 février au 4 mars au Ghana, un atelier intitulé « les journalistes africains pour la pêche durable », avec pour

ambition d'accompagner les journalistes africains dans la couverture de reportages précis sur les questions de pêche. A l'île Maurice, il sera question de sensibiliser les journalistes africains aux défis et opportunités de l'économie des océans et à l'amélioration des conditions de vie en Afrique suite à la croissance économique qui découle de ces activités, indique la BM en lien avec l'accord de Paris. C'est un programme de sensibilisation qui cible des journalistes de quatorze pays, le Cap Vert, les Comores, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Kenya, Madagascar, le Maroc, le Mozambique, Sao Tome et Principe, le Sénégal, les Seychelles, la Tanzanie, le Togo et Maurice.

Parmi les thèmes techniques évoqués, il y aura la pêche durable et l'aquaculture, l'intégrité du littoral, le transport maritime et le secteur portuaire, les énergies renouvelables, le tourisme, la finance. Pour la BM, « *diversifier les économies des ressources marines de façon intelligente est un moyen d'atteindre les Objectifs du développement durable ainsi que la croissance inclusive globale* ».

La prochaine COP22 qui se tiendra à Marrakech au Maroc est considérée comme une opportunité pour l'Afrique en application des engagements pris à Paris lors de la dernière Cop21 où l'économie bleue durable fait partie des priorités de l'accord, selon la BM.

Noël Ndong

## DIPLOMATIE

## François Hollande appelle la Banque mondiale à intensifier son effort dans les pays fragiles et vulnérables, notamment au Sahel

Lors de leur entretien à l'Élysée, le président François Hollande a souligné au président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, l'engagement financier de la France (5<sup>e</sup> bailleur), au sein de l'association internationale pour le développement, le fonds d'aide aux pays les plus pauvres du groupe de la Banque mondiale.

Le chef de l'Etat a appelé la Banque mondiale à intensifier son effort dans les pays fragiles et vulnérables, notamment au Sahel, pour que les projets de développement puissent être rapidement mis en œuvre, en coordination avec l'action menée par l'Union européenne et ses Etats membres.

Dans cet esprit, François Hollande a plaidé en faveur du « *lancement rapide de la facilité de la Banque mondiale pour la région Afrique du Nord - Moyen Orient, à laquelle la France contribuera en apportant une garantie de 800 millions de dollars* ».

Rappelant le rôle de la Banque mondiale dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable, François Hollande et Jim Yong Kim ont insisté sur le respect de l'objectif de 100 milliards de dollars par an dédiés à la lutte contre le dérèglement climatique à partir de 2020, à la réalisation duquel la Banque mondiale prendra toute sa part. Le président français interviendra au G20 sur la nécessité d'accélérer et d'amplifier cette mobilisation. Ils ont aussi marqué « *l'engagement commun de la France et de la Banque mondiale en faveur du développement des énergies renouvelables en Afrique et pour la mise en place de mécanismes internationaux de tarification du carbone* ».

N.Nd.

## FRANCE

## Les ambassadeurs et patrons des PME réunis dans le cadre de la « semaine des Ambassadeurs » du 29 août au 2 septembre

Le ministre français des Affaires étrangères et du développement international (Maedi), Jean-Marc Ayrault va réunir à Paris, les ambassadeurs de France du 29 août au 2 septembre, à l'occasion de la « semaine des ambassadeurs ».

L'édition 2016 de la « semaine des ambassadeurs » est consacrée à la sécurité, aux territoires et à l'Europe. Les hautes autorités françaises vont fixer aux chefs de postes diplomatiques les priorités de la diplomatie française, échanger entre eux, débattre avec des élus, des experts et des représentants de la société civile et du secteur privé. Jean-Marc Ayrault échangera avec les ambassadeurs. Des membres du gouvernement, du Parlement, des responsables des collectivités locales et des personnalités étrangères y ont été associés. Quelque 425 entreprises rencontreront des ambassadeurs français au cours de 1585 rendez-vous. Il s'agit des ambassadeurs à l'étranger, des représentants des PME, et des entreprises de taille intermédiaire (ETI), et des star-up françaises ayant un projet de développement à l'étranger sous forme du speed-dating. L'objectif est de faire connaître ses projets aux ambassadeurs français présents dans les pays-cibles ; d'identifier les opportunités sectorielles de croissance et d'exposer les difficultés d'accès au marché ; préciser les besoins d'accompagnement en vue d'un suivi de son projet par l'ambassadeur et l'ensemble des opérateurs à l'export.

Sous le slogan « 1 ambassadeur, 1 entrepreneur », l'opération a été largement plébiscitée en 2015. Elle est bâtie selon le principe de 15 minutes de tête-à-tête directs concrets et personnalisés avec les ambassadeurs de France dans le monde entier. Quelque 169 ambassadeurs ont ainsi échangé avec 430 chefs d'entreprise; 1700 rendez-vous d'affaires personnalisés ont eu lieu ; 99% des entreprises ont été satisfaites de l'exercice ; 94,8% ont été satisfaites des informations fournies par les ambassadeurs ; 96,9% ont souhaité participer à nouveau à l'exercice en 2016.

Il faut noter que 59% des entreprises présentes avaient moins de 50 salariés et 33% moins de salariés. Leurs projets à l'international portaient sur l'ensemble des régions du monde, de l'Afrique subsaharienne la plus demandée (22% des demandes de rendez-vous), à l'Asie-Océanie (19%), l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (18%), l'Union européenne (17%) ou encore les Amériques (14%).

N.Nd.

estem Maroc

## Une double diplomation Franco-Marocaine en :

- MASTER en Sciences et Technologies de l'Information et Communications avec l'Université de SAVOIE
- Génie Civil ; Bâtiments, Ponts & Chaussés avec ISA BTP BIARRITZ
- E. Business et Marketing avec l'ESC Brest

## Un parcours Grande Ecole en :

- Marketing Digital et Stratégies Numériques
- Ingénierie Financière
- Finance Islamique
- Comptabilité, Contrôle & Audit (CCA)
- Entreprenariat & Intelligence Economique
- International Logistics & Supply Chain Management
- Gestion des Ressources Humaines

**Les Classes Prépas :** Economiques et Scientifiques (Top five des meilleurs résultats aux différents concours Français et Marocains)

**Facultés des Sciences Juridiques et politiques Option :**

- Droit des Affaires
- Sciences Politiques

**Des diplômes d'Ingénieurs Accrédités par l'Etat en :**

- Génie des Systèmes & Réseaux Informatiques
- Génie des Réseaux & Télécommunications
- Génie Industriel
- Génie Electrique
- Génie Minier & Pétrochimie
- Génie logiciel

estem ENGINEERING SCHOOL  
ECOLE SUPERIEURE DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE L'INGENIEUR ET DE L'INFORMATION

estem BUSINESS SCHOOL  
ECOLE SUPERIEURE DES TECHNIQUES DE MANAGEMENT BUSINESS SCHOOL

estem SCIENCES PO  
FACULTE DES SCIENCES POLITIQUES ET JURIDIQUES SCIENCES PO CASA

estem PRÉPA  
LES CLASSES PRÉPAS SCIENTIFIQUES & ECONOMIQUES ET COMMERCIALES



Information au Congo-Brazzaville  
05 . 367 . 88 . 37  
00212 . 636 . 510 . 424 (whatsapp)  
estem.congo@estem.ma

ESTEM, 4 - 6 rue Moussa Bnou Nouceir, Bd.Moulay Youssef  
Quartier Gauthier - 20060 Casablanca Maroc  
0522.260.260 information@estem.ma  
www.estem.ma

**VISION**  
La Télévision Africaine  
Disponible sur

eutelsat CANAL+ TV+ TNT

Divertissement - Documentaire - Sport - Culture  
Infos - Reportage

NOS EMISSIONS  
DIMANCHE DES LIONS - TOUR D'HORIZON - ARRÊT MAJEUR  
PANAFRITUDE - PLANETE SPORT - PASSERELLE - MEETING POINT  
DECRYPTAGE - CLUB D'ELITES - DEBAT CHRETIEN - LA MATINALE  
LET'S TALK - PLAY ETC...

Contacts: +242 05 631 38 49

## LA CONFRÉRIE GÜLEN

## La Turquie livre aussi sa guerre totale en Afrique

La confrérie Gülen ne cherche pas seulement à prendre le pouvoir en Turquie mais essaie aussi d'atteindre l'Afrique, a averti le président turc, Erdogan.

Dès l'échec du putsch du 15 juillet, Recep Tayyip Erdogan a lancé une guerre totale contre Fethullah Gülen, et notamment contre toutes les écoles et universités du prédicateur exilé, accusé du coup de force. En Turquie et dans le monde, puisque le réseau a tissé sa toile dans 120 pays.

Peu présent en Afrique du Nord, Gülen est bien implanté depuis 1996 avec une centaine d'écoles dans environ 40 pays d'Afrique sub-saharienne. Elles sont chères et réservées aux enfants des élites, hormis les boursiers. Aux Etats-Unis, où est exilé M. Gülen, elles attirent une population d'immigrés.

Mais aujourd'hui, la diplomatie turque exerce d'intenses pressions en Afrique pour faire fermer les écoles et universités de Gülen. Et si la Turquie se heurte à une fin de non-recevoir de nombreux pays, elle peut faire plier de petits Etats exposés aux sanctions et sensibles aux promesses d'aide. Au Nigeria, l'ambassadeur turc, Hakan Cakil, a requis formellement auprès du gouvernement, la fermeture de ses 17 écoles et universités, situées notamment à Lagos, Kano, Kaduna et

Abuja, invoquant «la sécurité nationale de la Turquie». Ces écoles, implantées depuis 18 ans, accueillent 4.250 jeunes. Abuja a décliné, rappelant que le Nigeria était un Etat souverain. Elles «figurent parmi les écoles les plus prestigieuses du pays, et avec un coût de 12.000 dollars par an (environ 10.000 euros), s'adressent aux très riches», explique Gabrielle Angey, doctorante au Centre d'Etudes turques CETOBaC, à Paris.

Au Kenya, les six écoles de la confrérie sont gérées par la Fondation Omeriye et sont restées ouvertes malgré les pressions. Ce n'est pas le cas en Somalie où à Mogadiscio, dès le lendemain du coup d'Etat raté, deux écoles de la Nile Academy ont été fermées.

La Somalie, qui a bénéficié largement de l'aide turque, sous forme de soutien diplomatique, militaire, d'aide au développement et constructions - comme l'aéroport de Mogadiscio, inauguré par M. Erdogan en personne - est plus exposée aux pressions.

L'Afrique du Sud compte neuf écoles Gülen, dans la plupart des grandes villes, qui font partie des meilleurs établisse-

ments du pays, comme le lycée Horizon de Johannesburg, numéro un national en mathématiques.

L'enseignement des écoles Gülen est tourné vers les matières scientifiques, les nouvelles technologies, l'économie, l'international, et dispensé le plus souvent en anglais, même dans des pays francophones comme le Sénégal (huit écoles). «Les enseignants turcs appartiennent vraiment au réseau gülen, ce sont des religieux engagés depuis longtemps» dans la confrérie, dit la chercheuse. Mais «la dimension religieuse apparaît si peu que beaucoup d'étudiants ne comprennent même pas que leur école appartient au mouvement». «Il n'y a pas de cours d'éducation religieuse», relève Mme Angey - à part au Sénégal où ils sont obligatoires. Il s'agit «d'amener les élèves vers des questions spirituelles mieux que ne le ferait du prosélytisme».

Ainsi, les écoles africaines de Gülen sont pluralistes : elles accueillent aussi des élèves chrétiens - jusqu'à 45% au Nigeria. Le débouché naturel pour ces élèves africains était souvent les universités en Turquie, ouvertement gülenistes et religieuses, comme Fatih à Istanbul. Jusqu'au coup d'Etat raté.

*Pascale Trouillaud avec les bureaux africains de l'AFP*

## REMERCIEMENTS

La famille Siangany adresse ses vifs remerciements aux parents, amis et connaissances pour leur assistance et leur soutien multiforme lors du décès de leur cher père Siangany Luc, survenu le 21 août 2016 à Brazzaville. Qu'ils trouvent ici l'expression de leur profonde gratitude.



## NÉCROLOGIE

Wilfried Olo, agent des Dépêches de Brazzaville, Siméon



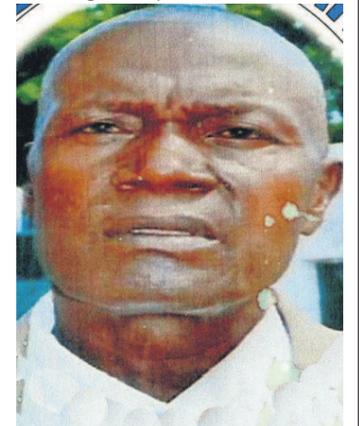
Odia Ngoteni, Muller Patrick Ognanguet, Iglesias Ondele, Ravel Rud Odicas Okoueke ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère et fils Blanchard Olivier Ngoteni, survenu le 25 août 2016 à Pointe-Noire.

La veillée mortuaire se tient au n° 1178, rue Owando à Ouenzé (croisement avenue des Chars). La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

## PROGRAMME DES OBSÈQUES

Les enfants Gislin Giscar Ondzongo, journaliste à Radio Congo, Aymard, Séverine et Carine Ondzongo informent avec regret les parents, amis et connaissances que le programme de l'inhumation de leur père, Maurice Ondzongo, dit « Vieux Kirk » décédé le 20 août 2016 au CHUB, se présente comme suit :

Mercredi 31 août 2016  
9H00 : levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville ;  
10H00 : recueillement au domicile familial, n° 1364, rue Mpouya Ouenzé, croisement avenue de l'Intendance ;  
11H30 : messe de requiem en l'église Notre dame des victoires (Sainte-Marie) de Ouenzé ;  
13H00 : départ pour le cimetière privé Bouka Itatolo ;  
16H00 : retour et fin de la cérémonie.  
Les enfants Ondzongo



Le groupe des Universités d'Etat de Russie - RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent à



# ETUDIER EN RUSSIE

HAUTE QUALITE • PRESTIGE • RECONNAISSANCE MONDIALE

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en anglais et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES!

**WWW.EDURUSSIA.RU**

Frais d'études et d'hébergement:  
**de 2500 à 3500**  
dollars américains par an

Adresses pour les inscriptions:

## à Pointe-Noire

Avenue Moe Telli, Centre - ville,  
Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum)  
Tel: +242 055005560; 044806918

## à Brazzaville

Centre culturel russe de Brazzaville,  
Avenue Amilcar Cabral  
(à côté de Casino, ex-Score)  
tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95

Vous venez de perdre un être cher  
et vous souhaitez utiliser notre quotidien  
pour le faire savoir à vos proches



Une équipe de professionnels est à votre disposition

Tél: +242 05 532 0109

E-mail: regie@lesdepêchesdebrazzavilles.fr

84, bd Denis Sassou N'Guesso Immeuble  
les Manguiers (Mplla), Brazzaville

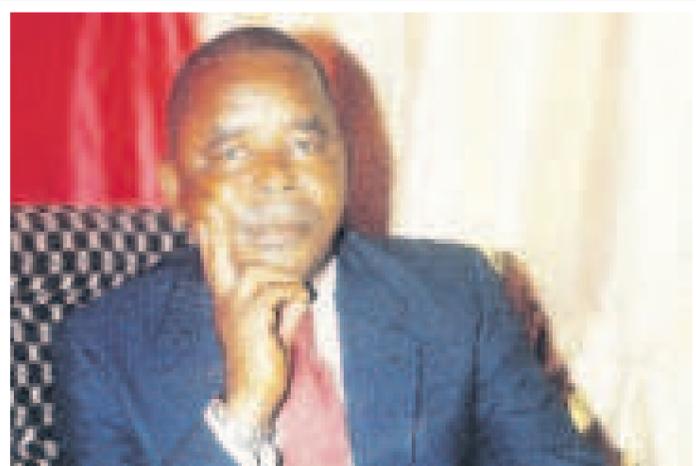


**NÉCROLOGIE**



La famille Mouanga et les enfants ont le profond regret d'annoncer aux parents amis et connaissances le décès de leur frère, oncle et père le colonel à la retraite Lazare Mouanga, survenu le dimanche 21 août 2016 à Angers en France.

La veillée mortuaire se tient au 1624 avenue des 3 martyrs Batignolles (arrêt Papa gaz)  
Le programme d'arrivée de la dépouille fera l'objet d'un communiqué ultérieur.



L'adjudant Yvon Poko Mekoyo informe familles, amis et connaissances le décès de son père Antoine Poko, survenu le 22 août 2016 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n° 17, rue Manga à Talangaï (arrêt Libanga ya talo).  
Le programme des obsèques vous sera communiqué prochainement.

**IN MEMORIAM**

03 septembre 2013 - 03 septembre 2016, voici trois ans que le Seigneur a rappelé à lui notre père, oncle et grand-père, l'honorable Matouridi Louis de Gonzague, ancien député du MCDDI de la 2<sup>e</sup> circonscription de Mbanza-Ndounga.

La veuve Matouridi née Diamouangana Delphine, le capitaine Adelin Bertrand Matouridi, officier de la Gendarmerie nationale, Serge Matouridi Kouba et Gisèle Nzoumba Matouridi et la famille Nsembo prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Une messe d'action de grâces sera dite ce samedi 3 septembre à 06h00 en les paroisses Saint-Kizito à Makélékélé, Saint-Esprit de Mougali et dimanche 4 septembre à 11h00 à Saint-Esprit de Mougali. Papa, nous ne t'oublierons jamais.



**PEINTURES ET SCULPTURES**

**« Temps présent », prochaine exposition de Rhode Makoumbou au Congo**

**L'âme et l'esprit de Rhode Bath-Schéba Makoumbou tapisseront les murs de l'IFC au Congo tout le long du mois d'octobre.**

Alors qu'elle vient de fêter ses 40 ans le 29 juillet dernier, l'artiste Rhode Bath-Schéba Makoumbou est attendue au Congo. Elle disposera à partir du 5 septembre, de près d'un mois pour préparer sa prochaine exposition à l'Institut Français. Les peintures et sculptures de l'exposition « Temps présent » seront les attractions de la rentrée, du 5 au 28 octobre, avec un vernissage prévu le 4 octobre. L'entrée de Rhode Bath-Schéba Makoumbou dans l'art remonte à sa tendre enfance. C'est auprès de son père, David Makoumbou lui-même peintre, qu'elle commence son initiation à la peinture. Au fur et à mesure, son coup de pinceau prolonge son observation des us et coutumes de la femme africaine. A travers ses travaux, s'illustre la variété des toiles avec une influence certaine des courants de l'art réaliste, expressionniste et cubiste.

Le décès de son père en 2014 n'arrêtera pas l'artiste congolaise installée en Belgique. Bien au contraire, son premier maître aura eu le temps de voir la création de nombreuses sculptures en matière composée de sciure de bois collée sur une structure métallique. Des sculptures

de toutes sortes, de toutes tailles allant de 15 centimètres à plus de 3 mètres. En grande partie, ces sculptures représentent les différents métiers au village qui tendent à disparaître. Comme pour sa prochaine exposition, elle parcourt le

vent des trophées, comme celui du « Edmonia », remporté lors de sa première participation au gala « Reines et héroïnes d'Afrique », organisé à Bruxelles. En décembre 2012, elle a reçu le Grand Prix des Arts et des Lettres du président de la



Rhode Bath-Schéba Makoumbou (DR)

monde. Elle a déjà participé à de nombreuses expositions allant de la Belgique au Congo Brazzaville, Gabon, France, Belgique, Niger, Cameroun, États-Unis, Côte d'Ivoire, Tanzanie, Allemagne, Sénégal, Maroc, Espagne, Suède, Luxembourg, Pays-Bas, Suisse, Canada jusqu'au Qatar.

Dans l'ensemble de son périple, Rhode Bath-Schéba Makoumbou remporte sou-

République du Congo. Un an plus tard, elle a été élevée dans l'Ordre du dévouement congolais au grade d'Officier par le président de la République, Denis Sassou N'Gesso.

Une carrière qui se dessine sous nos yeux mais qui laisse l'artiste toujours humble, désireuse de laisser au public découvrir son histoire à travers l'art.

Marie Alfred Ngoma

**FÉDÉRATION CONGOLAISE DE TAEKWONDO**

La Fecotae innove avec la mise en ligne d'un portail web

[www.taekwondocgbrazza.org](http://www.taekwondocgbrazza.org)

La Fecotae fait sa grande entrée sur le web. Sur le site les sportifs et sympathisants peuvent s'informer sur les activités de Taekwondo. Il offre également les espaces pour les annonceurs qui voudraient faire de la publicité. En dehors du site, l'E-mail de la fédération est : fecotae.cg@gmail.com et la Fédération Congolaise de Taekwondo comme page Facebook.

## OPPOSITION

## Le Rassemblement bascule dans la résistance pacifique

La coalition des partis politiques d'opposition proches d'Étienne Tshisekedi projette une série de manifestations dites de résistance pacifique tout au long du mois de septembre avec, comme point d'orgue, le sit-in prévu le 19 septembre devant le siège de la Cégi situé sur le Boulevard du 30 Juin.

Plus les jours passent, plus le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, la plate-forme de l'opposition cristallisée autour d'Étienne Tshisekedi, se radicalise dans son obstination à ne pas participer au dialogue dans son format actuel. Toutes les dernières manœuvres mises en branle par la majorité pour tenter de faire fléchir Tshisekedi et ses amis se sont terminées en eau de boudin. À quelques heures du début des travaux du dialogue prévus pour le 1er septembre, le Rassemblement vient d'annihiler toute perspective de participer à ce forum en recevant une fin de non recevoir aux sollicitations des émissaires tant du pouvoir que de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénc), confirment des sources. En effet, aucune avancée notable n'a été enregistrée dans le sens d'assouplissement des revendications du Rassemblement plus que jamais convaincu de la pertinence et de la justesse de ses préalables. Il résulte d'une réunion expresse, tenue le 29 août à Limete autour du président de l'UDPS, que cette plate-forme de l'opposition n'est pas partie prenante au dialogue tel que conduit par Edem Kodjo pour autant qu'il n'est pas conforme à la résolution 2277 du Conseil de sécurité de l'ONU. Le communiqué ayant sanctionné cette rencontre parle d'un « pseudo dialogue » boutiqué par des « ennemis de la République » dont la mission serait l'obtention d'un troisième mandat au bénéfice de Joseph Kabila en violation de la Constitution. Face à l'intransigeance du pouvoir à ne pas céder à la totalité de ses préalables, le Rassemblement

a finalement opté pour la méthode forte en ayant recours à des actions pacifiques de rue destinées à faire fléchir le gouvernement. Il s'agit, comme le décrit le communiqué, d'une série de manifestations de résistance pacifique à organiser tout au long du mois de septembre. Le point culminant de toutes ces actions pacifiques sera atteint le 19 septembre avec le sit-in que projette d'organiser le Rassemblement devant le siège de la Cégi situé sur le Boulevard du 30 Juin. Le choix de la date procède de la détermination du Rassemblement d'activer le préavis constitutionnel du chef de l'État censé libérer, selon cette plate-forme, la présidence de la République le 19 décembre prochain. Le compte à rebours devra donc débiter avec la convocation, du reste hypothétique, du corps électoral le 19 septembre. Le Rassemblement prévoit aussi des sit-in le même jour dans toutes les provinces devant les représentations de la centrale électorale.

Le radicalisme développé par le Rassemblement paraît suicidaire car il ne laisse aucune chance au compromis susceptible de faire évoluer les choses dans un contexte politique tendu où les signaux d'apaisement dernièrement émis par le gouvernement sont loin d'être une panacée. Le dialogue en vue aura donc du mal à résoudre le problème de fond qui mine le microcosme politique RD-congolais tant qu'une des parties concernée par la crise sera en dehors du cadre et que les délégués présents, choisis sur des bases subjectifs sans critérium, ne rouleront que pour leurs propres intérêts. De la sorte, il y a fort à craindre que les résolutions du dialogue, d'ores et déjà rejetées par le Rassemblement, ne soient opposables finalement qu'à une frange de la population sapant ainsi les fondements d'un État moderne, uni et résolument tourné vers son développement.

Alain Diasso

## DÉCRISPATION POLITIQUE

## Christopher Ngoy, Fred Bauma et Yves Makwambala enfin libérés

Il a fallu près de deux semaines pour que les mesures dites de décrispation de l'espace politique soient finalement effectives sur une décision de la Cour suprême de justice.

Deux semaines après l'annonce par le gouvernement de la libération imminente de vingt-quatre prisonniers politiques et d'opinion, ce n'est que le 29 août que cette mesure de décrispation politique a finalement été rendue effective. Trois des principaux concernés, en l'occurrence l'activiste des droits de l'homme Christopher Ngoy, Fred Bauma du mouvement pro-démocratie Lutte pour le changement (Lucha) et Yves Makwambala du Collectif des mouvements citoyens (Filimbi, sifilet en swahili) ont finalement recouvré leur liberté sur décision de la Cour suprême de justice à l'issue d'une audience qui, d'après maints observateurs, n'était que protocolaire, question de donner une caution de légalité à la libération desdits prévenus.

Une foule en liesse avait porté en triomphe les trois prisonniers qui retrouvent enfin l'air libre après plusieurs mois de détention. Si, pour le militant de la société civile Christopher Ngoy, la Cour a décidé de la levée de toutes les charges retenues contre lui, Fred Bauma et Yves Makwambala ont bénéficié; quant à eux, d'une liberté provisoire après dix-huit mois et quinze jours

de détention. En clair, cela veut dire que les poursuites contre eux ne seront pas abandonnées et qu'ils seront toujours mis à la disposition de la justice à chaque sollicitation. Une façon de dire que leur libération n'est pas judiciaire mais plutôt politique.

En attendant la libération des autres militants de la Lucha et d'autres prisonniers d'opinion encore en détention, ce mouvement pro-démocratie salue la libération de Fred Bauma et d'Yves Makwambala qu'il considère comme un pas dans la bonne direction. « Nous allons continuer de nous battre pour garantir à chaque Congolais la possibilité de s'exprimer sans avoir peur », a pour sa part déclaré Christopher Ngoy après l'audience ayant conduit à sa libération.

Pour rappel, Fred Bauma de la Lucha et Yves Makwambala de Filimbi, arrêtés à Kinshasa le 15 mars 2015 lors d'une rencontre sur la bonne gouvernance en Afrique organisée par le mouvement Filimbi, ont été poursuivis pour complot contre le président Joseph Kabila. Arrêté dans la foulée des émeutes anti-pouvoir de janvier 2015 nées à la suite d'une tentative de révision de la loi électorale, Christopher Ngoy a, quant à lui, été poursuivi pour cinq chefs d'accusation dont l'incitation à la haine raciale et atteinte à la sécurité intérieure de l'État.

A.D.

## DIALOGUE

## L'UNC scrute une possible transition

De plus en plus, l'Union pour la nation congolaise (UNC) ne fait plus mystère sur ses intentions de jouer un grand rôle dans la prochaine redistribution des cartes qui résulterait probablement du dialogue qui s'ouvre le 1er septembre.



sont sans équivoque et cristallisent, à eux seuls, tout l'intérêt que porte l'UNC à ce dialogue. « Si nous sommes convaincus de l'impossibilité de la tenue, dans les délais, de l'élection présidentielle, on se trouvera face à une situation de

force majeure », a déclaré le président de la fédération provinciale de l'UNC/Kinshasa. Sans ambages, il évoque la possibilité d'une transition politique qui, à des yeux, est la seule alternative viable susceptible d'éviter que le pays sombre dans un vide juridique. L'éventualité d'une transition après la fin du mandat de Joseph Kabila est donc, d'après lui, inéluctable. « Après évaluation au dialogue, si on constate qu'il sera impos-

sible d'avoir l'alternance démocratique le 19 décembre prochain », renchérit-il, une période de transition sera donc la bienvenue pour sauver les meubles et recadrer le pays par rapport au cycle électoral. Et d'ajouter que cette possibilité sera un des grands enjeux du dialogue qui définira les contours de la fameuse transition. « Il faut être réaliste. On ne va pas se tuer pour ça », a-t-il laissé entendre. En tant qu'un des grands partis de l'opposition présents au dialogue, l'UNC est de ce fait mieux positionnée pour jouer un rôle moteur dans la future transition en hissant, pourquoi pas, son autorité morale au perchoir de la primature. Dossier à suivre.

A.D.

## ASSISTANCE

## Caritas Bukavu au chevet des ménages déplacés

Deux mille deux cent soixante-neuf ménages déplacés et sinistrés en territoire de Kalehe au Sud-Kivu viennent de bénéficier de l'aide de cette organisation humanitaire catholique.



Des populations déplacées en quête de refuge

À travers une foire d'assistance qu'elle a organisée, Caritas Bukavu a remis à ces ménages sinistrés des biens non alimentaires (NFI) et des vivres (sécurité alimentaire). Cette assistance est rendue possible grâce à l'appui financier de la Caritas Espagne. Les bénéficiaires de cette aide humanitaire sont mille sept cent onze ménages déplacés et cinq cent cinquante-huit autres sinistrés de Rambira et Bushushu, dans le groupement de Mbinga sud, Chefferie de Buhavu. Selon un communiqué de Caritas Congo, cette foire a été organisée dans deux sites l'un à Ihusi-centre au marché Kanjuka et

l'autre vers le terrain de la paroisse d'Irambo. Le premier site a accueilli les bénéficiaires identifiés dans les villages Ihusi, Rambira et Bushushu, tandis que le second s'est occupé de ceux enregistrés dans les villages Irambo, Bushaku et Shabaganda. c'est à la suite des affrontements survenus entre les groupes armés Mai-Mai Nyatura, Raiya Mutomboki, Mai Mai Kalume contre les Fardc au mois de février 2016 dans les Hauts-Plateaux de Kalehe, groupement de Ziralo, que Caritas développement Bukavu a décidé de voler au secours des ménages en détresse.

Ces affrontements ont occasionné d'énormes défis sur le plan humanitaire, notamment le dé-

placement des populations, les incendies des maisons, des extorsions de biens, des tueries. Rappelons qu'au mois de mars et avril 2016, d'autres affrontements ont été signalés dans la zone, jusqu'en dates du 23 mai 2016 et du 10 juin 2016. Ces affrontements ont provoqué une fois de plus le déplacement de plusieurs ménages dans la zone, principalement à Bushaku, Rambira, Bushushu, Nyabibwe, etc. Caritas-Développement Bukavu relève à ce propos qu'une grande concentration de ces déplacés se situe dans les trois axes Bushushu, Bushaku et Rambira.

Aline Nzuzi

Le parti cher à Vital Kamerhe, qui a surpris plus d'un en se démarquant de la Dynamique de l'opposition pour participer au dialogue, se découvre au fur et à mesure. Quand bien même ses membres se justifient en déclarant participer à ce forum dans le dessein de faire bouger les lignes en faisant prévaloir les thèses de l'opposition, d'aucuns pensent qu'il y a anguille sous roche. La motivation essentielle, d'après les observateurs, repose sur la quête effrénée de repositionnement qui hanterait les cadres de ce parti politique obnubilés par la perspective de participer à la gestion de la chose publique. Les propos de Baudouin Mayo repris par le site MCNT

## RASSEMBLEMENT

## Gabriel Kyungu empêché de tenir son meeting à Lubumbashi

**Les militants de la coalition des forces d'opposition réunies autour d'Étienne Tshisekedi ont été dispersés par la police déployée en grand nombre dans la commune de la Kenya, le 29 août, empêchant ainsi la tenue d'une manifestation pourtant autorisée la veille, apprend-on.**

Trouble, confusion, agitation. Trois mots pour qualifier une bien triste réalité : la répression par les forces de l'ordre des manifestants venus assister au meeting convoqué le 29 août à la commune de la Kenya (Lubumbashi) par le Rassemblement/Katanga, une coalition de forces d'opposition autour de l'opposant historique Étienne Tshisekedi. L'objectif du meeting était de s'opposer à la convocation à partir du 1er septembre du dialogue national destiné à préparer des élections en RDC. La police, à en croire des sources locales, a dispersé la foule à coup de gaz lacrymogène au motif que la manifestation avait été annulée par le maire. D'après des témoins, c'est la confusion entretenue sur le lieu sur fond de controverse quant à son autorisation qui serait à la base du désordre occasionné. Des sources proches des organisateurs que sont les partis politiques affiliés au Rassemblement, il appert que la mairie avait dans un premier temps autorisé la manifestation, pourvu qu'elle se tienne dans un endroit clôturé pour se dédire par la suite en l'annulant carrément au grand dam des

manifestants. Or, pour le leader katan-gais Gabriel Kyungu de l'Unafec qui était censé prendre la parole à cette occasion, le Rassemblement était plutôt demandeur d'un grand espace à ciel ouvert tel que le stade de la Kenya. Le veto de l'autorité urbaine aurait été à la base de la furie des manifestants rassemblés par milliers aux croisements des avenues Kolwezi, Mitwaba et Moba bravant l'appel de la police qui, tôt le matin, avait invité la population à ne pas se rendre à ce meeting interdit par les autorités. Le siège de l'Unafec d'où la police tentait de canaliser les militants s'étant révélé trop petit pour contenir la foule, cela a donné lieu à un débordement au point de donner du fil à retordre aux éléments de la police. Face à l'hystérie collective et aux provocations dont ils étaient l'objet, les éléments de la police se sont trouvés dans l'obligation de recourir au gaz lacrymogène pour disperser les manifestants. Ce qui, selon certains témoins, aurait provoqué la colère de plusieurs jeunes qui ont décidé d'en découdre avec les policiers par des jets de projectiles. Bravant les tirs de sommation de la police, les manifestants ont, pendant des longues heures, tenu bon tout en baricadant les différentes artères menant vers la commune de la Kenya. Aucune victime n'a été enregistrée lors de ces échauffourées si ce n'est quelques blessés enregistrés parmi les policiers et les manifestants, apprend-on. Finalement, le meeting n'a plus eu lieu.

Alain Diasso

## RENCONTRE D'AFFAIRES

## Makutano 2 vers la mi-septembre 2016

**Placée cette fois sur le thème « L'ouverture sur l'Afrique », la deuxième édition de « Sultani Makutano » se tiendra du 16 au 17 septembre à l'hôtel Sultani de la Gombe. Comme pour la première édition qui a eu lieu en janvier dernier dans le même cadre, l'objectif principal est de continuer à renforcer les réseaux d'affaires entre les acteurs économiques tant en RDC qu'au niveau de la région africaine.**

Pour cette seconde édition, l'on annonce une certaine innovation avec la participation massive des jeunes entrepreneurs en quête de financements. Quant aux principaux chiffres, il y aura une quinzaine d'intervenants de renommée internationale dont plusieurs invités de marque : Luc Gérard, directeur d'un Fonds d'investissement sud-américain gérant 600 millions de dollars américains, Vérone Mankou, créateur de la première tablette africaine, Acha Leke, président de l'African leadership network, Éric Leurquin, etc. Environ 250 acteurs économiques participeront à la soirée de gala. Bien entendu, le programme prévoit aussi des activités plus ordinaires pour un forum, notamment les ateliers de sensibilisation de haut niveau autour des investissements dans les domaines d'avenir : bourses africaines, start-up, E-commerce en Afrique, économie verte. Enfin, des rencontres B to B auront lieu à bord du Majestic River lors d'une croisière sur le fleuve Congo avant la cérémonie de clôture au Safari Beach.

## Pérenniser l'évènement

En dépit d'une croissance économique en panne dans la foulée de la crise mondiale des matières premières, l'Afrique reste une terre d'investissements. En initiant ce rendez-vous, Nicole Sulu, copropriétaire et

gérante de l'hôtel Sultani, et son équipe cherchaient ni plus ni moins à convaincre les milieux des affaires des formidables opportunités d'affaires qu'offre la région. Il a fallu aider les acteurs économiques à se rencontrer, à échanger sans tabous et, surtout, à comprendre l'urgence de mettre en place des synergies d'affaires, indique-t-elle. La RDC à l'instar de l'ensemble de l'Afrique doit s'engager dans la voie de coopération, surtout, en cette période d'incertitude économique mondiale. L'idée est d'inverser une tendance qui fait que la plupart des acteurs économiques délaissent les entreprises locales pour s'associer à des partenaires étrangers, très souvent occidentaux. « Je pense qu'il nous faut réagir vite. Lors du premier forum, mon objectif premier était de faire en sorte que ces acteurs économiques se rencontrent vraiment, qu'ils échangent et qu'ils créent des synergies d'affaires », affirme Nicole Sulu.

Le sens même de «Sultani Makutano» est de venir à bout de la méfiance qui règne désormais entre les Congolais ou mieux entre les Africains. Et il existe des exemples de success stories qui peuvent témoigner de la possibilité d'engager tout le continent africain dans une nouvelle ère de coopération. Sultani Makutano permet aujourd'hui de structurer un business network capable d'identifier les compétences entre les acteurs économiques locaux et d'insuffler des partenariats, martèle Nicole Sulu. « Les rencontres s'adressent en priorité aux cadres et dirigeants d'entreprises congolaises et aux investisseurs locaux issus du continent africain ». Bien entendu, parmi les indicateurs de réussite d'un tel évènement, il y a certainement le partage d'expériences, les accords conclus entre différents acteurs économiques et la consolidation des liens.

Laurent Essolomwa

## INTERVIEW

## Benjamin Kahitare : « Pour jouer à Kin, il faut être à la hauteur »

**Compté parmi les hôtes des 48 heures du rire, l'évènement du mois présenté comme une version soft du Festival international d'humour de Kinshasa, Toseka, réservé aux artistes congolais, l'humoriste venu tout droit de son Lubumbashi natal a égayé le Théâtre de Verdure. Troisième à se produire sur la scène, le 21 août, après Sol-Rigo et Jonathan de Goma, il a dit son bonheur d'avoir réussi à faire rire la population de Kinshasa réputée plutôt exigeante.**

Les Dépêches de Brazzaville : Comment peut-on vous présenter à nos lecteurs ? Benjamin Kahitare : Je m'appelle Benjamin Kahitare. Je suis ingénieur informaticien mais je fais la comédie. Mon grand-frère a fait le droit, mais il est quado (réparateur de pneus), mon oncle a fait les maths, pour l'instant il est cantonnier, on s'en fout !

L.D.B : C'est votre phrase fétiche, l'introduction de votre stand up. Mais est-ce vrai. Si, oui, comment avez-vous atterri dans l'univers de l'humour ?

B.K. : Je ne savais pas qu'un jour je ferai du théâtre, mais je suis un passionné de la foule et des lumières, des projecteurs. J'aime bien la lumière parce qu'elle est tout près de la vérité. Et d'ailleurs, j'ai intitulé mon prochain spectacle Spotlight. Pour moi, la scène c'est une façon de me dévoiler, montrer ce que je suis réellement. Cela m'a pris beaucoup de temps pour me découvrir en tant que tel et cela a été un travail de longue haleine. Mais je crois que c'est cela qui m'a donné ce courage de faire ce que je fais aujourd'hui.

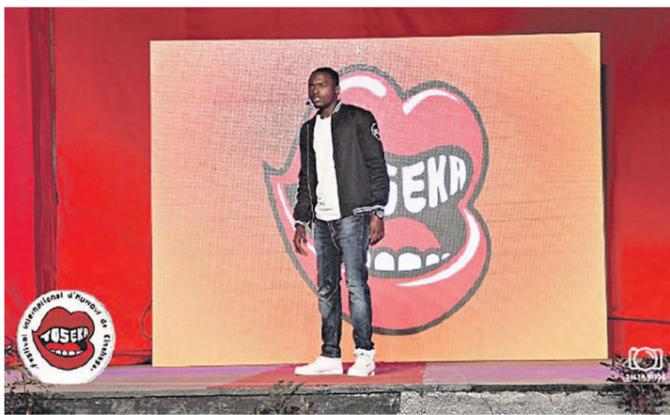
L.D.B : Aviez-vous déjà entendu parler du Festival international d'humour de Kinshasa, Toseka, avant d'être contacté pour y participer ?

B.K. : Oui, Toseka j'en avais déjà entendu parler. C'est un évènement pour lequel je dis bravo aux organisateurs. C'est un premier festival du genre ici au Congo. J'ai voyagé et vu ce qui se passe sous d'autres cieus, il n'a rien à envier à la scène internationale. Nous avons les talents qu'il faut, il nous reste d'avoir les moyens qu'il faut. Il y a énormément d'effort fourni et de travail réalisé. J'ai beaucoup de respect pour les organisateurs de ce festival et c'était vraiment un honneur pour moi d'avoir été sollicité.

L.D.B : Aviez-vous quelques appréhensions avant d'y être ?

B.K. : Je dirai, peut-être que oui, peut-être que non. (Petits rires), j'en avais peut-être, c'est vrai mais j'avais surtout une grande soif de rencontrer mes collègues humoristes, de voir cette autre énergie qui se développe... C'est bon de rencontrer ses pairs qui ont leurs histoires aussi, ont grandi à leur manière, ont eu aussi leurs galères parce que ce travail n'est pas facile... Et de connecter cette énergie sur cette scène, ça produit quelque chose de grand. C'est cela qui est très important pour moi.

L.D.B : Toseka n'est pas votre première



Benjamin Kahitare sur la scène de Toseka

scène kinoise. Comment appréciez-vous votre prestation à la Halle de la Gombe et celle du Festival Toseka ?

B.K. : Il y a une différence entre les deux. La première fois, j'ai fait un one-man-show, un spectacle où j'ai tenu une heure tout seul sur scène. Mais là au Festival, on donne beaucoup plus d'énergie, on joue de manière concise. Il faut donner le meilleur dans un laps de temps, un moment très limité. C'est encore plus compliqué de le faire bien que le temps soit court. Du point de vue public, il me semble que c'est le même. Je l'apprécie beaucoup, il est play mais en tout cas, il ne fait pas de cadeau. Il sait ce qu'il veut. Aussi, pour jouer à Kin, il faut être à la hauteur, il faut être en mesure de donner le meilleur. Pour cela, il faut bosser. Et, ce qui est bien ; le public n'hésite à te rendre la pareille quand tu lui fais du bien mais il ne te flatte pas du tout non plus quand tu es au dessous de la moyenne, il te fait : « Bima ! bima ! (sors ! sors ! ) ». J'aime

cela énormément car cela pousse à travailler.

L.D.B : Votre spectacle était-il inédit, préparé spécialement pour Toseka ou avez-vous réaménagé un ancien, mis des bouts ensemble pour l'occasion ?

B.K. : Un sketch, c'est comme un tableau. Je ne vais pas dire que c'est des bouts que j'ai collectionnés mais il y a toujours un fil conducteur. J'ai déjà un spectacle que je joue sur la ville de Kinshasa parce qu'elle me passionne beaucoup. La population de Kin est un carrefour de plusieurs cultures congolaises, c'est un peu complexe de jouer devant elle. C'est un peu comme jouer devant tous les Congolais qui parlent plusieurs dialectes et nous sommes différents d'une certaine manière mais nous avons des valeurs communes. Il y a toujours un fil conducteur qui donne l'énergie du départ.

L.D.B : Toseka, si c'était à refaire, vous reviendriez ?

B.K. : Si c'était à refaire ? Je resterais toujours fan de ce festival, de cette ville, cette population qui m'enthousiasme. Je garderais une image positive d'un Congo qui se lève. Si c'était à refaire, je dirai que je n'envierai aucun pays au monde. Le Congo est la terre où je devais être. Je suis à l'endroit où je devais être et c'est un bonheur, vraiment un plaisir de rencontrer cette population kinoise.

Propos recueillis par Nioni Masela

## RELIGION

# Wilfrid Guy César N'Guesso officiellement ordonné pasteur

La cérémonie d'ordination pastorale a eu lieu, le 27 août, à l'occasion d'un culte solennel au ministère pastoral Source d'eau vive situé au quartier Tchimbamba dans le premier arrondissement de la ville océane, Émery-Patrice-Lumumba.

La cérémonie s'est déroulée en présence de la première dame, Antoinette Sassou N'Guesso, accompagnée de quelques membres du gouvernement, des responsables religieux nationaux et internationaux, des autorités locales, des fidèles de l'Église et de plusieurs membres de son parti Club 2002 PUR et de nombreux autres invités.

C'est par une séquence de prière que le tout a commencé. Et faisant ainsi la présentation du pasteur Wilfrid Guy César N'Guesso, le président du comité d'ordination, le Dr Joseph Kabuya Masanka et le pasteur Mathy Mashipu ont rappelé les principales passions divines qui le caractérisent, notamment son attachement à Dieu et à la prière, son respect à l'égard de tous les serviteurs de Dieu et autres. Pour eux, l'ordination n'est pas le port d'arrivée, mais plutôt celui de départ. C'est la raison pour laquelle ils s'engagent à l'accompagner tout au long de ce processus en priant, à l'encourager et partager les expériences conformément au passage biblique suivant : samuel 9, 1-6 : « Il y avait un homme de Benjamin, nommé Kis, fils d'Abel, fils de Trésor, fils de Becorath, fils d'Aphiach, fils d'un Benjamite. C'était un homme fort et vaillant. Il avait un fils de nom de Saül, jeune et beau, plus beau qu'aucun

des enfants d'Israël, et les dépassant tous de la tête. Les ânesses de Kis, père de Saül, s'égarèrent ; et Kis dit à Saül, son fils : prends avec toi l'un des serviteurs, lève-toi, va, et cherche les ânesses. Il passa par la montagne d'Ephraïm et traversa le pays de Benjamin, et ils ne les trouvèrent pas. Ils étaient arrivés dans le pays de Tsouph, lorsque Saül dit à son serviteur qui l'accompagnait : Viens, retournons, de peur que mon père, oubliant les ânesses, ne soit en peine de nous. Le serviteur lui dit : Voici, il y a dans cette ville un homme de Dieu, et c'est un homme considéré ; tout ce qu'il dit ne manque pas d'arriver. Allons y donc ; peut-être nous fera-t-il connaître le chemin que nous devons prendre ».

En effet au cours de la lecture d'instructions et de la confession de foi consacrée en pareille circonstance, le pasteur Wilfrid Guy César N'Guesso a accepté publiquement d'assumer lesdites instructions en faisant sa confession de foi en vue de servir et d'accomplir efficacement l'œuvre de Dieu.



Le pasteur Wilfrid Guy César N'Guesso, à genou, en pleine ordination

Ainsi, il a accepté entre autres de se soumettre à la discipline de son Église Source d'eau vive, à se conformer aux saintes écritures et à être un exemple pour la communauté. Dans la même optique, l'homme de

Dieu accepte à se soumettre à la discipline d'étude, de méditation et de prière quotidienne et de servir les frères et les sœurs, étant très discret. Enfin, Wilfrid Guy-César N'Guesso coordonnera tous les ministères utiles au fonctionnement de l'Église et de demeurer dans l'amour fraternel. « En conséquence de vos engagements et de vos promesses, au nom du Père, du fils et du saint esprit, nous vous établissons dans le ministère pastoral, le seigneur qui est fidèle vous rendra lui-même fidèle en toute chose par la puissance de son esprit saint amen », a déclaré le Dr Joseph kabuya Masanka. Notons que le pasteur Wilfrid Guy César N'Guesso est aussi président fondateur d'un parti politique d'obédience religieuse, le Club 2002, Parti pour l'unité et la République. Il a passé près de sept ans de formation pastorale dont les derniers mois ont été consacrés à l'étude d'une syllabique de 700 pages. Il est né à Pointe-Noire à l'hôpital A. Cissé, il passe son adolescence à Brazzaville où il étudie à l'école militaire Général Leclerc, puis il part pour le sud de la France où il intègre l'école de pilotage Héli-Union et sort avec une licence. Quelques années plus tard, il décide de se lancer dans le monde des affaires, ce qui l'amène à s'installer en 1993 à Libreville au Gabon où il rencontre son épouse, la révérende Claudia N'Guesso. Marié et père de huit enfants, il est le président directeur général de la société Socotram.

Faustin Akono

## SECTEUR IMMOBILIER

## Les professionnels se retrouvent dans la ville océane

La 2<sup>e</sup> édition du Salon de l'immobilier, de la construction, de l'habitat et de la décoration du Congo s'ouvre ce 31 août à Pointe-Noire. Un rendez-vous qui va regrouper jusqu'au 2 septembre les professionnels et particuliers concernés par l'immobilier au Congo.

Organisé par l'Association pour l'aménagement et la gestion environnementale des villes urbaines du Congo et soutenu par les ministères de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat, des Affaires foncières et du Domaine de l'État, l'Agence pour la promotion des investissements au



Un produit de l'immobilier au Congo crédit photo «DR»

Congo (API) et l'association des terriens du Congo, ce salon va accueillir les fabricants et distributeurs des matériaux de construction, des équipements électriques et de climatisation, d'énergies renouvelables, de sécurité et de la vidéo surveillance ainsi que les banques et assurances, les concepteurs de logiciels, les promoteurs et administrateurs des biens, les entreprises de construction, les architectes, les bureaux d'études et de contrôles réglementaires. Pendant trois jours, le public pourra apprécier les produits de ces diffé-

rents corps de métiers à travers les expositions qui ont lieu dans la cour de l'hôtel Elais. Des conférences sur le thème de la sécurisation du foncier urbain seront aussi animées, notamment en acquisition foncière : Comment acquérir et sécuriser ?, en urbanisme et architecture : Quels sont les outils de la politique urbaine ?, en produc-

tion et logement : Comment produire plus de logement ?, en immobilier commercial : Axe de développement économique pour le Congo, en gestion immobilière : Comment gérer une copropriété ? en mandat de gestion : Contrats de mandat, exercice de la profession d'agent immobilier. Au nombre des participants figure Gestrim Océan, leader de l'immobilier au Congo depuis 10 ans, qui présentera à son stand des services complets couvrant la vente, la location, la gestion locative et le syndic de propriété.

Hervé Brice Mampouya

## ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE DU CONGO

## Les 50 ans du CBE célébrés dans la liesse divine

Le camp cinquantenaire a été la principale activité organisée à l'occasion de la célébration à Pointe-Noire des 50 ans du CBE (Cercle biblique évangélique) de l'Église évangélique du Congo (EEC). Il a pris fin le 28 août au lycée Victor-Augagneur par le culte de clôture.

Le camp cinquantenaire a été ouvert, le 23 août, par le pasteur Guy Loko Élenga, vice-président de l'EEC. Un culte inaugural au cours duquel le pasteur Bienvenu Tsoumou, secrétaire général de la Jeunesse de l'EEC, a été l'officiant et le pasteur Laurent Loubassou, le prédicateur. La deuxième journée a été marquée par la présentation des thèmes : La foi : définition et implications dans la vie du chrétien animé par le pasteur Serge Loko et Le système éducatif congolais : problématique et perspectives par le frère Anatole Collinet Makosso, L'historique du CBE par le frère Ikiti et CBE : Hier et aujourd'hui par les frères et sœurs Emmanuel Tsoubaloko, Marcel Mbaloula, Romain Armel Biantoumba (leader national). Audrey Noudi, ceux de la diaspora et la pasteur Jeanne Rose Bakissa ont édifié les campeurs sur l'histoire du CBE aujourd'hui cinquantenaire.

Le thème Quel devenir du CBE 50 ans après été développé le 25 août par les frères Bienvenu Babela, Yvon Lewa-let Mandah et la sœur Gisèle Kibongui. Les chants des Bilombo et la pièce théâtrale Tribal X jouée par la section CBE Pointe-Noire ont été les principaux faits de cette journée. Le 26 août, une conférence sur la sauvegarde de la création par le révérend Dr Patrice Nsouami et l'étude biblique sur la manifestation de la gloire de Dieu par le pasteur Guy Loko Élenga ont sanctionné cette journée qui, comme

les précédentes, a nourri spirituellement les chrétiens et campeurs.

Le 27 août, en matinée, les campeurs ont organisé un carnaval pédestre dénommé La marche pour la paix au Congo avec Jésus-Christ. Une façon d'inculquer au peuple de Dieu les vertus d'entente, d'unité et de cordialité. La campagne d'évangélisation avec le pasteur Claude Hervé Muller Mgoyi comme officiant tandis que la prédication et l'intercession par le pasteur Guy Moïse Boumba-Mabika, évangéliste national a été la deuxième activité de cette journée. Le serviteur de Dieu a développé le thème de l'activité jubilaire « Ne t'ai-je pas dit si tu crois tu verras la gloire de Dieu ». La soirée culturelle a mis fin aux différentes activités de la journée de clôture. Le camp cinquantenaire a été clôturé le 28 août. Le pasteur Henri François Mbama, coordonnateur du Consistoire de Pointe-Noire, a été l'officiant tandis que la prédication a été faite par le révérend pasteur Patrice Nsouami qui a exhorté le peuple de Dieu à une foi inébranlable avant que le pasteur Edouard Moukala, président de l'EEC, ne prononce le mot de clôture du camp. En soirée, le culte de la sainte cène a été animé par le pasteur Antoine Ndombolo Kintombo. Réunis en assemblée générale, les campeurs ont approuvé le rapport moral du chef du camp, Sylvain Loudi. Les rapports d'activités et financiers présentés respectivement par Yvon Wilfrid Lewa-let Mandah, secrétaire du camp, et Martino Nzau de la section du Gabon ont également été adoptés avec amendements. Le gâteau d'anniversaire servi à tous les campeurs a mis fin aux activités du camp anniversaire qui ont réuni du 23 au 28 août les sections CBE du Congo et celles de la diaspora.

H.B.M.

## CABINDA

# Firmin Guy Ocko-Bong plaide pour l'école consulaire du Congo

Cette école, qui s'est distinguée par des résultats très satisfaisants au cours de l'année scolaire 2015-2016, est confrontée à plusieurs difficultés. Firmin Guy Ocko-Bong, vice-consul général du Congo à Cabinda, province de la République d'Angola, a souhaité le 24 août, au cours d'un entretien avec Les Dépêches de Brazzaville, qu'elle soit prise en compte dans la planification de la Direction générale de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation.



L'école consulaire du Congo à Cabinda

Comme toutes les écoles du Congo, cette école consulaire est confrontée au manque d'enseignants qualifiés, de tables-bancs, de manuels et documents au programme et d'absence des missions d'encadrement et d'inspection. Située dans le quartier Taff, l'école consulaire du Congo ne se distingue que par la présence du drapeau tricolore vert-jaune-rouge.

Les bâtiments qui la compose sont vétustes et ne répondent pas aux normes requises. Les enfants apprennent dans des salles exigües. « Cette école ne ressemble en rien à une école, encore moins à une école consulaire. N'eût été le drapeau du Congo, on ne saurait même pas que c'est notre école. Son mur de clôture et ses bâtiments sont vieux, les classes sont petites. Je trouve qu'elle ternit l'image de notre pays », a déploré Henriette, une Congolaise, en séjour à Cabinda. Malgré les difficultés, l'école consulaire a brillé par de très bons résultats au cours de l'année scolaire 2015-2016. Pour ce qui concerne les examens d'Etat par exemple, elle a obtenu un taux de réussite de 100% au CEPE (Certificat d'études primaires élémentaires) avec 67 élèves présentés et 67 admis, au BEPC (Brevet d'études du premier cycle) 40 élèves présentés et 40 admis et l'unique candidat présenté au baccalauréat série D a satisfait à l'examen. Du côté du baccalauréat série A, 18 candidats sur 24 ont satisfait, soit un taux de réussite de 75% contre néant l'année scolaire 2014-2015.

Firmin Guy Ocko-Bong a expliqué que ces résultats sont le fruit des efforts consentis par le consulat qui a consacré des investissements importants pour faire des travaux d'aménagement des bâtiments de l'école, améliorer la qualité des enseignants par un recrutement dans les domaines scientifiques et acquérir certains manuels au programme. Ces résultats sont aussi le fruit de la perspicacité et la dextérité de ses animateurs, bien qu'ils soient vacataires. « Ceci nous a permis d'expérimenter la série scientifique avec l'ouverture des classes de

première et terminale scientifiques. Ainsi, comme de bons agriculteurs qui ont semé sur une terre fertile, la moisson annuelle des activités de l'année scolaire 2015-2016 classe l'école consulaire de Cabinda en premier rang des écoles congolaises, tant à l'intérieur que de l'extérieur du pays », s'est réjoui le vice consul général.

Plaidant pour une amélioration des conditions d'études des enfants, Firmin Guy Ocko -Bong a souhaité que l'école consulaire de Cabinda soit prise en compte dans la planification de la Direction générale de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation et qu'elle soit rattachée soit à Pointe-Noire, soit au Kouilou ou directement à cette direction générale. Pour le vice-consul général, l'idéal serait que l'État trouve un terrain sur lequel construire une école en bonne et due forme, une école répondant aux normes, où les enfants pourraient étudier dans de bonnes conditions. « L'école consulaire n'est pas construite. Ce sont des anciens bâtiments qui servaient à autre chose et qui ont été reformés. Mais nous n'avons pas une école construite en tant que telle. Nous avons vraiment besoin que l'école qui représente notre pays ici soit une école bien construite avec des plans officiels », a-t-il expliqué.

D'après lui, l'école consulaire et le consulat du Congo, qui est lui aussi confronté aux problèmes de locaux abrités par un petit bâtiment R+ qu'il partage avec un privé, devraient refléter la dignité du Congo et donner une image qui le valorise. Les représentations diplomatiques de l'Angola au Congo, par exemple, sont des infrastructures immobilières bien construites. Aussi Firmin Guy Ocko-Bong a-t-il indiqué : « La diplomatie voudrait qu'il y ait la réciprocité, donc que l'on puisse refléter chez les autres l'image qu'ils donnent chez vous. Nous sommes en train de nous battre pour obtenir des terrains. Mais il faudrait que l'État songe à construire des représentations dignes du Congo. »

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

## FITHÉB

# Préférée Banzouzi, meilleure interprète d'expression féminine

L'artiste comédienne Préférée Banzouzi a été distinguée à l'occasion du Festival international de théâtre de Brazzaville (Fithéb) tenu du 17 au 21 août.

Interrogée sur les raisons du choix de sa personne sur cette distinction, l'artiste Préférée Banzouzi a expliqué que cette distinction constitue à la fois un honneur et un privilège pour sa carrière et en sa qualité d'artiste féminin. Pour elle, le choix de sa personne n'était pas du tout aisé parce que, pendant cinq jours, le public Brazzavillois et les membres du jury étaient face à plusieurs talents masculins et féminins. « J'invite les décideurs nationaux à prêter un peu plus d'attention sur la pratique du théâtre au Congo. La majorité des femmes congolaises devraient rejoindre le monde du théâtre en vue d'augmenter leurs effectifs dans la pratique de cet art. L'art n'a pas de sexe, c'est à travers le théâtre que les femmes pourront mieux s'exprimer et promouvoir la culture du Congo », a déclaré Préférée Banzouzi. Il y a près de treize années que Préférée



Préférée Banzouzi, à droite, avec son trophée

Banzouzi est dans la comédie. En plus de cette distinction, elle a reçu d'autres distinctions dans le passé, notamment le prix de la meilleure comédienne au Festival de théâtre chrétien et autres.

Séverin Ibara

## KERSIVAC

## Des activités éducatives sur le VIH-sida

Ouverte le 22 août, la dixième édition de la kermesse sida vacances (Kersivac) à pris fin, le 28 août, à Pointe-Noire dans la communauté urbaine de Tchiamba Nzassi. Cette activité, organisée par l'Unité départementale de lutte contre le sida (UDLS-CNLS), a permis à beaucoup de jeunes d'améliorer leurs connaissances sur le VIH-sida.

Depuis 2008, la Kersivac vise, entre autres objectifs, de mettre à la disposition des jeunes des distractions saines permettant de les occuper pendant les vacances à travers des activités ludiques et éducatives pour améliorer leurs connaissances sur le VIH-sida, les aider à développer des compétences de gestion du risque lié au VIH, de faciliter l'accès des jeunes et des adultes aux services de dépistages volontaires et de prise en charge des infections sexuellement transmissibles comme la gonococcie et la syphilis. Pendant une semaine, la Kersivac a été un cadre de divertissement, de promotion de talents, d'information et de développement de

compétences et de gestion de risques du VIH-sida. Plus de 1 500 participants, dont des jeunes âgés de 15 à 24 ans, ont pris part à ce rendez-vous annuel qui se tient uniquement pendant les grandes vacances. En effet, l'analyse de la situation faite dans le cadre du processus de la planification stratégique, définit les vacances comme étant une période où les jeunes s'exposent plus aux activités sexuelles, ignorant tous les risques possibles. Pour aider ces jeunes à améliorer leurs connaissances sur le VIH-sida et, par ricochet, leur épargner des risques liés à la sexualité, l'UDLS-CNLS a choisi la période de grandes vacances pour organiser la Kersivac. Ainsi une série de planches éducatives a été produite et a servi de base de discussions entre les agents de l'UDLS et ces jeunes.

Plusieurs stands ont été mis à la disposition du public, dans lesquels étaient proposés des animations sur le développement de compétences de gestion de risques liés au VIH, des projections de films documentaires, de dessins animés, des dessins, des jeux et des activités ludiques. En outre, une scène dédiée aux productions culturelles (spectacles, concerts, théâtres) a permis aux artistes locaux de sensibiliser la population au VIH-sida. Une unité mobile de dépistage du VIH a également été placée sur le site, donnant ainsi la possibilité aux visiteurs de se faire dépister volontairement sur place.

Hugues Prosper Mabonzo



Des enfants participant à plusieurs jeux

## ELIMINATOIRES CAN 2017

## 23 Diables rouges contre la Guinée-Bissau

Pierre Lechantre a mis les ciseaux sur sa première liste. Le sélectionneur des Diables rouges a retenu les 23 joueurs qui disputeront, le 4 septembre à Kintélé, le match contre la Guinée-Bissau comptant pour la 6e journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations, Gabon 2017.

L'ossature est fortement dominée par les joueurs locaux, puisque le nombre des joueurs de la diaspora, appelés en renfort ne pèse pas sur la balance. Il s'est encore affaibli à cause du forfait de Chris Malonga (blessé au genou) et Sylvère Ganvoula, dont la convocation serait arrivée en retard. Chez les locaux, Pierre Lechantre n'a pas retenu Elvia Ipamy. Le joueur de l'Etoile du Congo, buteur contre les Diables noirs, paie certainement le prix de sa longue suspension par la commission de discipline de la Fécofoot.

## La liste des 23 Diables rouges retenus

Gardiens : Pavelh Ndzila (Etoile du Congo), Fustel Mbouma (Jeunesse sportive de Poto-Poto), Wolfrigon Mongondza (Diables noirs).

Défenseurs : Francis Okombi (Jeunesse sportive de Talangaï), Imouélé Ngampio (Jeunesse sportive de Talangaï), Boris Moubhio (AC Léopards de Dolisie), Carof Bakoua (AC Léopards de Dolisie), Beranger Itoua (Cara), Junior Epako (AC Léopards de Dolisie), Guy Ndanga (Jeunesse sportive de Poto-Poto), Dalvidy Ondzani (Etoile du Congo), Baudry Marvin (Zulte Waregem). Milieux du terrain : Dua Stanislas Ankira (AC Léopards de Dolisie), Kessel Tsiba Moukassa (Diables noirs), Wilfrid Nkaya (JST), Olongo (BNG), Fabrice Ondama (WAC), Jordan Massengo (Union Saint Gilloise/ Belgique).

Attaquants : Ismael Ankobo (AS Kimbonguela), Jacques Thempélé (CESD), Prince Vini Ibara, Kader Bidimbou Doré Ferobory (SCO Angers).

James Golden Eloué

## Massengo, Doré et Baudry dans l'avion

Sélectionnés pour le match de la 6e journée des éliminatoires de la CAN 2017 face à la Guinée Bissau, Fodé Doré, Jordan Massengo et Marvin Baudry ont pris leur vol, lundi matin, à Roissy-Charles-De-Gaulle à destination de Brazzaville. Les trois joueurs sont accompagnés par Fortuné Tabouna, membre du staff des Diables rouges et d'Olivier Henneuse, kiné du SC Amiens et de la sélection nationale. Un vol que Fodé Doré, retardé, a failli manquer.

Rappelons que seuls cinq joueurs de la diaspora européenne étaient appelés pour ce match, mais que Chris Malonga et Sylvère Ganvoula sont absents: le premier est blessé au genou et le second n'a pas été libéré par son club, en raison d'une convocation parvenue hors délais.

De son côté, Prince Viny Ibara, du CA Bizertin, aurait manqué son vol à Tunis. Son arrivée est donc reportée.

## Chris Malonga et Sylvère Ganvoula absents contre la Guinée Bissau

A deux jours du départ des joueurs de la diaspora pour Brazzaville, dans le cadre de la 6e et dernière journée des éliminatoires de la CAN 2017 contre la Guinée Bissau, Pierre Lechantre doit faire face à deux forfaits: blessé au genou et absent des feuilles de matchs de Laval, Chris Malonga ne sera pas du voyage. Son club, le Stade Lavallois, a en effet envoyé un courrier expliquant que l'ancien Nancéien, encore absent hier à Valenciennes, n'était pas médicalement apte à rejoindre sa sélection. Autre absence, celle de Sylvère Ganvoula: déjà auteur d'un but et d'une passe décisive en Jupiler League, l'attaquant de Westerlo ne sera pas libéré par son club. La direction du club belge assure que la convocation de l'ancien joueur d'Elazigspor n'est pas arrivée dans les délais réglementaires et refuse de le mettre à la disposition de la Fécofoot.

Alors que le staff des Diables rouges a misé sur une majorité de joueurs issus du championnat (qui ont été tenu en échec par le FC Tongo hier, vendredi, sur le score de 1-1), l'absence de ces deux joueurs offensifs va relancer les débats, déjà animés par la non-sélection de Dzon Delarge, seul Congolais à participer à une Coupe européenne cette saison, ou de Mavis Tchibota, régulièrement titulaire en première division israélienne.

Camille Delourme

## CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

## JST-Etoile du Congo et Cara-AS Cheminots ce mercredi à Massamba-Débat

**Des rencontres décisives attendent les équipes qui disputent les meilleures places du championnat ce mercredi**

Au stade Alphonse-Massamba-Débat, La Jeunesse sportive de Talangaï (JST) recevra l'Etoile du Congo. Renouer avec la victoire telle pourrait être l'ambition de la JST. Cette équipe, rappelons-le, n'a plus gagné depuis sa victoire contre Diables noirs, comptant pour le match retour des quarts de finale de la Coupe du Congo. Elle n'a pris qu'un point lors de ses trois dernières rencontres. Après avoir été contraint au nul de 3-3 à Brazzaville par Munisport, la JST s'est tour à tour inclinée (1-2) à Dolisie face à l'AC Léopards à Pointe-Noire face à l'AS Cheminots sur ce score identique. En face, son adversaire se maintient à la deuxième du championnat avec 61 points. L'Etoile du Congo a l'air en forme. Elle s'est mise en confiance après ses deux victoires d'affilée respectivement contre FC Kondzo et Diables noirs. JST battue à l'aller, va-t-elle relever le défi ? Le début de réponse ce mercredi avant le match opposant le

Club athlétique renaissance aiglons à l'AS Cheminots. Les Aiglons sont, eux aussi, en parfaite confiance. Depuis le début de la phase retour les Aiglons n'ont perdu qu'une seule fois en championnat et c'était contre l'actuel leader, l'AC Léopards. Ils ont écrasé Saint-Michel de Ouenzé (5-1), puis ont contraint V Club Mokanda à une défaite à Pointe-Noire (0-1). Les Cheminots quant à eux, peinent à imprimer leur rythme à Brazzaville. Lors de leur dernière sortie, ils se sont inclinés (0-2) face à Patronage Sainte Anne. Accepteront-ils une deuxième défaite d'affilée ? Notons que les deux premiers matches cités comptant pour la 27e journée. A Pointe-Noire le décalage est grand entre les deux matches de ce mercredi. Le match Pigeon vert-AC Léopards compte pour la 29e journée et celui de Nico-Nico-Nicoyé-Diables noirs s'inscrit dans le cadre de la 25e journée. Ce qui n'enlève en rien l'enjeu de ces rencontres. Après avoir disposé de la JST, l'AC Léopards n'a plus des matches compliqués au programme. Le club de Dolisie a en revanche des rencontres

pièges qu'il doit parfaitement bien gérer s'il veut être sacré champion avant terme. En crise de confiance ces derniers jours, les Diables noirs devraient pourquoi pas rebondir à Pointe-Noire car juste après Nico-Nicoyé, ils affronteront l'AS Cheminots, le 3 septembre prochain pour le compte du match en retard de la 30e journée.

## Le programme de la 32e journée

Vendredi 2 septembre au stade Alphonse-Massamba-Débat : Patronage Sainte Anne-ASK puis interclub V Club Mokanda. Samedi 3 septembre à Pointe-Noire : Munisport-AC Léopards.

Lundi 5 septembre à Brazzaville : Saint-Michel de Ouenzé- ASP puis Tongo FC-JST. Mardi 6 septembre à Brazzaville : FC Kondzo-Cara puis Etoile du Congo-Nico-Nicoyé

Mercredi 7 septembre à Brazzaville : JST-ASP (match en retard de la 29e journée) puis Diables noirs-JSP. A Pointe-Noire : Pigeon vert-La Mancha et l'AS Cheminots-Jeunes Fauves.

J.G.E.

## FOOTBALL LOISIRS

## AS Mbila Santé s'impose sur Okoyo Dzia



Les joueurs d'As Mbila et Okoyo Dzia

**Dans le cadre de la manche retour disputée le 29 août à Brazzaville, l'association sportive Mbila Santé de l'arrondissement 5 Ouenzé a battu la sélection du district d'Okoyo (Cuvette Ouest) par un but à zéro. Cette rencontre sportive a été initiée par le conseiller départemental de la Cuvette Ouest, Saturnin Otsaleyoua.**

La formation sportive d'As Mbila a ouvert la marque à la 35e minute par son capitaine Hugues Okemba, sur un coup de pied arrêté. Les joueurs d'Okoyo Dzia ont tout donné pour revenir au

score mais, ils n'ont connu aucune réussite jusqu'à la fin de la première partie. Du retour des citrons, les deux équipes ont étalé un jeu plaisant. Les jeunes d'Okoyo Dzia ont joué sans aucun complexe devant l'As Mbila Santé qui bénéficiait de l'appui de son public qui rythmait le jeu par les sons d'une fanfare. À la fin de la rencontre, l'initiateur du match, Saturnin Otsaleyoua a salué le fait qu'il n'y a eu aucun incident. Sachant que le sport unit le peuple, a-t-il dit, il envisage

d'organiser les matches de ce genre avec les autres départements du Congo. Le conseiller départemental a reconnu les mérites des jeunes d'Okoyo Dzia et salué le fair-play des joueurs d'As Mbila Santé.

De son côté, le capitaine de Mbila Santé, Hugues Okemba, a indiqué que les joueurs d'Okoyo ont joué sans aucun complexe. Il a salué le niveau de football atteint par certains départements du Congo, notamment, a-t-il avoué, celui de la Cuvette Ouest.

Roger Ngombé